

Entre anarchie et syndicalisme

Syndicalisme, anarchisme et anarcho-syndicalisme en débat au Congrès Anarchiste d'Amsterdam en 1907

Par Ariane Miéville
arianemieville@bluewin.ch

Le texte qui suit a été publié en introduction à une réédition des actes du Congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907). Auparavant, il avait fait l'objet d'un mémoire défendu en 1994.

Le Congrès anarchiste de 1907 est surtout connu pour le débat sur le syndicalisme entre Errico Malatesta et Pierre Monatte. De celui-ci on retient généralement que le syndicalisme est réformiste voire conservateur pour Malatesta, alors qu'il est révolutionnaire pour Monatte. Quand nous avons choisi le sujet de notre recherche, c'est ce débat qui nous intéressait. Le problème tel qu'il était posé semblait condamner les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires à des querelles scolastiques irréconciliables et éternelles. En nous penchant sur le texte du congrès, notre ambition était de dépasser cette dispute stérile. Nous pensons y être, en partie, parvenus, en montrant notamment que les deux principaux acteurs de la rencontre sont passés à côté d'un fait nouveau qui n'entrait pas dans leur représentation de la réalité : l'émergence de l'anarcho-syndicalisme.

La méthode que nous nous sommes efforcés de suivre dans cette étude est celle de la sociologie compréhensive (Max Weber). Il s'agissait pour nous de restituer les raisonnements des acteurs dans leur contexte. Nous avons essayé de nous mettre à leur place en nous demandant chaque fois : pourquoi tel ou tel affirme-t-il ce qu'il dit ? Cette démarche étant bien sûr favorisée par le recul historique. Quand on connaît la suite (la guerre de 1914-1918...), les déclarations de certains acteurs ont quelque chose de pathétique.

La recherche historique est rarement innocente. Les questions que l'on pose au passé sont souvent celles qui nous préoccupent et nous espérons y trouver des recettes pour l'action. C'est tout à fait légitime, mais il est important d'éviter les simplifications et les approximations. Certains trouveront peut-être que ce qui se passait à l'époque ressemble furieusement à des situations actuelles. Il ne faudrait pas aller trop vite en besogne. Des choses semblables à première vue ne sont pas toujours comparables et c'est seulement lorsque les situations ont été suffisamment décrites que l'on peut savoir si une analogie est pertinente ou non. A la lecture du compte-rendu, on peut cependant assez facilement relever certaines erreurs qui se reproduisent périodiquement.

Il est frappant de voir, par exemple, que les participants au congrès ne semblent pas tirer les leçons de la situation dans laquelle ils se trouvent. Le débat entre Monatte et Malatesta se présente comme un affrontement entre deux doctrines, entre deux stratégies révolutionnaires. Leurs arguments ne reposent pas sur une analyse approfondie de la réalité, mais sont construits à partir de la conception qu'ils se font de la révolution à venir. Cette façon d'opérer est fréquente dans la tradition socialiste. Le matérialisme historique de Karl Marx, par exemple, n'opère pas autrement. Mais cette manière d'appréhender le présent, ou même le passé, a un défaut, elle laisse de côté les éléments qui n'entrent pas dans la doctrine, d'où la stérilité des débats qui s'en suivent.

Le passé permet aussi de se construire une identité, de se donner une légitimité. Ce souci, qui est le nôtre aujourd'hui, était déjà celui des promoteurs du congrès anarchiste de 1907. Malgré leurs divergences, ils se considéraient comme les héritiers légitimes d'une histoire commune, celle de l'opposition révolutionnaire à l'évolution parlementaire de la social-démocratie. A Amsterdam, en 1907, ils se retrouvent pour la première fois vraiment seuls face à eux-mêmes... pour découvrir l'ampleur de leurs divergences.

Il s'agit d'un mouvement au sein duquel convergent plusieurs écoles. Nous trouvons des révolutionnaires en rupture avec la deuxième Internationale, qui sont rejetés par les sociaux-démocrates dans le camp anarchiste et des anarchistes issus de la scission de la première Internationale. Ces anarchistes sont eux-mêmes divisés. Après la disparition de l'Internationale anti-autoritaire, en 1877, le mouvement a poursuivi sa propre évolution. Concevant la révolution comme imminente, il a adopté la « propagande par le fait » dans le but de provoquer les événements. L'échec de cette stratégie a entraîné une division entre un courant individualiste, qui refuse de sacrifier le présent à un avenir hypothétique et qui choisit de vivre sa révolte au quotidien, et un courant organisationnel qui tente de mettre en place une stratégie révolutionnaire cohérente.

L'anarchisme apparaît encore, en 1907, comme un référent favorable au sein du mouvement ouvrier. Le congrès se présente alors comme un congrès d'affirmation : affirmation de l'existence du mouvement anarchiste en tant que tel et, pour les militants, affirmation de la légitimité anarchiste de leur propre pratique : « notre anarchisme vaut le vôtre » déclare par exemple Pierre Monatte.

Comme cela se produit souvent, le mythe de l'unité constitue un argument puissant. A l'époque comme aujourd'hui, les anarchistes sont divisés tant sur le plan organisationnel que sur le plan doctrinal, mais ils représentent alors un mouvement d'opposition qui frappe l'imagination et qui, malgré ses évolutions disparates, est ressenti comme unitaire. C'est pourquoi nous verrons que ceux qui tentent de se construire une identité particulière, impliquant une division, soit du mouvement anarchiste, soit du mouvement ouvrier, ne parviennent pas à se faire entendre.

Avant d'entreprendre la lecture du compte-rendu, il faut être conscient du fait que les éléments rapportés au congrès ne donnent pas un panorama exhaustif du mouvement libertaire de l'époque. Il y a de grands absents. Le mouvement anarchiste argentin, très puissant à l'époque, est représenté par un délégué italien qui s'exprime fort peu. Quant aux anarchistes espagnols, leur représentant, Fernando Tarrida del Marmol, n'est pas parvenu à rejoindre le congrès. On ne saura jamais si sa présence aurait modifié le contenu des débats, mais il est clair qu'une bonne connaissance de l'anarchisme hispanique(1) constitue un complément indispensable pour avoir une vision générale du sujet qui nous préoccupe.

* * *

Pour entrer dans les débats qui ont lieu au congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907, il est nécessaire de revenir en arrière. En suivant les indications qui figurent dans le compte rendu, nous allons brièvement présenter les événements dans la continuité desquels s'inscrit ce congrès. D'abord nous allons suivre et vérifier la chronologie que nous propose l'auteur du document, qui est vraisemblablement Amédée Dunois(2).

Né en 1878 dans la petite bourgeoisie de province, Dunois est titulaire d'une licence en droit et d'une licence en lettres. Il s'agit d'un journaliste de talent qui fait ses premières armes aux *Temps nouveaux* où il a remplacé Paul Delesalle à la rubrique « Mouvement social »(3).

L'histoire qu'il nous présente est à situer dans une évolution faite à la fois de continuité et de ruptures. La continuité c'est la persistance des « anarchistes, ou plus exactement [d'] un certain nombre d'entre eux » à vouloir « se rattacher spirituellement à la grande famille du socialisme universel »(4). La rupture avec le mouvement socialiste, ou plutôt social-démocrate, est liée à l'anti-étatisme des anarchistes qui va se cristalliser dans le rejet de l'activité électorale et parlementaire.

Des divergences anciennes

L'introduction du compte-rendu situe le divorce « entre anarchistes et démocrates-socialistes » en France, au congrès du Havre, en septembre 1880. Le mouvement faisant ensuite tâche d'huile et s'étendant à tous les pays. En fait, ce n'est pas exactement ainsi que les choses se sont passées. En ce qui concerne la France la rupture a eu lieu en mai 1881, lors d'un congrès régional du mouvement socialiste(5).

Mais les divergences entre les anarchistes et le reste du mouvement socialiste sur le thème de la participation électorale sont beaucoup plus anciennes. Jean Maitron en situe l'origine en Suisse en 1870, soit avant même la scission de la première Internationale. Déjà les « bakouninistes » rejetaient « toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise... » alors que les « marxistes » préconisaient comme moyen d'agitation « l'intervention politique et les candidatures ouvrières »(6).

On peut affirmer que nous touchons là à une question de principes. L'opposition à l'Etat, le rejet des pouvoirs constitués étant la base de l'anarchisme, les dirigeants élus ne sont pas plus légitimes, aux yeux des anarchistes, que ceux qui parviennent au pouvoir par d'autres moyens. De ce point de vue, celui qui va voter pour un candidat au parlement ou au gouvernement ne fait qu'abdiquer sa souveraineté personnelle. L'abstentionnisme libertaire témoigne aussi de la conviction révolutionnaire suivant laquelle il est pas possible de changer la structure du système capitaliste par des réformes politiques; celles-ci pouvant, au contraire, consolider l'ordre existant.

Les anarchistes est les socialistes « autoritaires » sont anti-capitalistes. Ils poursuivent des objectifs communs, comme la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, la disparition des classes sociales, de l'Etat... Leurs principales divergences portent sur les moyens, non sur les fins. Partant du principe suivant lequel les moyens mis en œuvre ne doivent pas être en contradiction avec les buts poursuivis, les libertaires rejettent l'idée de conquête du pouvoir politique et celle de son instrument : le parti politique centralisé. Pour eux, une organisation hiérarchique, parti ou Etat ouvrier, ne peut donner naissance à une société libre et égalitaire.

En 1871, dans la tourmente qui suit l'écrasement de la Commune de Paris, Michel Bakounine explique ainsi les divergences entre les deux tendances qui divisent le socialisme : « l'un et l'autre parti veulent également la création d'un ordre social nouveau, fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, (...) des conditions économiques égales pour tous, et (...) l'appropriation collective des instruments de travail. Seulement les communistes [d'Etat] s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières et principalement du prolétariat des villes, avec l'aide du radicalisme bourgeois, tandis que les socialistes révolutionnaires, ennemis de tout alliage et de toute alliance équivoque, pensent, au contraire, qu'ils ne peuvent atteindre ce but que par le développement et par l'organisation de la puissance non politique, mais sociale, et par conséquent anti-politique, des masses ouvrières tant des villes que des campagnes, y compris tous les hommes de bonne volonté des classes supérieures qui, rompant avec tout leur passé, voudraient franchement s'adjoindre à eux (...). C'est la contradiction,

devenue déjà historique, qui existe entre le communisme scientifiquement développé par l'école allemande (...) et le proudhonisme largement développé et poussé jusqu'à ses dernières conséquences... »(7).

Dans la première internationale, la scission entre socialistes « autoritaires » et socialistes « libertaires » se produit, au congrès de La Haye, en 1872. Un article des statuts, l'article 7a, adopté par la majorité « marxiste », indique que « dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct » et que « la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat »(8). A cette occasion, James Guillaume et Michel Bakounine, figures de proue de la minorité opposée à cet article, sont exclus de l'Internationale.

Suite à cette rupture et jusqu'en 1877, la Fédération Jurassienne va poursuivre l'organisation des congrès internationaux de la branche libertaire de l'AIT(9). C'est en Suisse, au sein de cette Fédération, que vers 1876, sous l'impulsion de Kropotkine, apparaît un nouveau concept : celui du communisme anarchiste.

Communistes anarchistes

Pour se différencier des communistes « marxistes » au sein de l'Internationale, les partisans de Bakounine se déclaraient socialistes révolutionnaires ou collectivistes. Ce dernier terme signifiant, pour eux, que le travailleur devait avoir droit à l'intégralité du produit de son travail : « à chacun selon ses œuvres ». La nouvelle conception prévoit quant à elle un autre mode de répartition du produit du travail : le mode communiste, c'est-à-dire : « à chacun selon ses besoins ». C'est la « prise au tas » théorisée par Pierre Kropotkine, puis par de nombreux autres penseurs anarchistes de l'époque (Elisée Reclus, Jean Grave...). On imagine que si l'humanité était débarrassée de la propriété privée et de l'Etat, elle pourrait, grâce au développement scientifique et technique, satisfaire tous les besoins. On supprimerait l'argent, chacun se servirait, à son gré, des biens produits par tous.

Au moment où les disciples de Bakounine adoptent ce principe communiste, ceux de Marx, avec Jules Guesde, s'affirment collectivistes. Entre les deux écoles, il y a inversion des dénominations.

Donc, par le biais de la Fédération jurassienne, les anciens socialistes révolutionnaires deviennent les communistes-anarchistes. Dès lors, ils vont constituer le principal, mais pas le seul courant du mouvement libertaire. Une école antérieure, celle du mutualisme proudhonien, subsiste en particulier aux Etats-Unis où, avec Benjamin R. Tucker, elle évoluera vers l'anarchisme individualiste. La conception collectiviste reste encore dominante en Espagne.

Le principe communiste s'appuie sur une conception optimiste de l'évolution socio-économique. Un autre présupposé, qui lui est en quelque sorte complémentaire, va jouer un rôle fondamental dans l'évolution ultérieure; c'est la croyance en l'imminence de la révolution. A ce moment-là, les anarchistes pensent qu'il suffirait d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres. Comme le dira plus tard l'un d'eux : « ceux qui, à une rumeur lointaine au milieu de la nuit, couraient à leur fenêtre, pensant que c'était le peuple qui se révoltait, peuvent dire ce que fut notre espérance »(10).

Il ne faut pas confondre les espoirs révolutionnaires des anarchistes avec ceux des marxistes de cette époque. Pour ces derniers, c'est l'évolution économique, censée entraîner la prolétarianisation des classes moyennes, qui doit inéluctablement mener à la révolution, à l'affrontement final entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le modèle

marxiste est évolutionniste et déterministe. L'aboutissement communiste constituant la fin d'une histoire déjà écrite, la conséquence du développement des forces productives. Les communistes anarchistes tablent sur la spontanéité et l'esprit de révolte des masses. L'usure de l'économie libérale, ses crises, la misère et le chômage qu'elles engendrent constituant autant de failles propices, dont il faut saisir les potentialités à chaque moment. Kropotkine donne une justification à cette conception. Prenant à contre-pied l'idée qu'on se faisait alors du modèle darwiniste, Kropotkine prétend que c'est *l'appui mutuel*, au sein d'une même espèce et non *la lutte pour la vie*, qui garantit la survie et la prospérité de l'espèce en question. Le système capitaliste de concurrence généralisée est le résultat d'un dérèglement provisoire de l'espèce humaine et un logique retour de balancier devrait ramener les hommes à la société « naturelle », c'est-à-dire une société solidaire et égalitaire.

La propagande par le fait

Forts de la conviction que le bonheur est à portée de main, les compagnons adoptent une nouvelle stratégie, celle de la « propagande par le fait ». Celle-ci est inaugurée le 5 avril 1877 par l'équipée du Bénévent en Italie. Errico Malatesta avec une trentaine d'hommes armés brûlent les archives de deux petits villages et distribuent au peuple l'argent trouvé dans le bureau du receveur des impôts. L'aventure se termine quelques jours plus tard, par l'arrestation, sans résistance, des protagonistes transis par le froid.

Les compagnons portaient de l'idée que les ouvriers et les paysans, harassés par leur dur labeur, seraient plus facilement convaincus par des démonstrations concrètes que par la propagande orale ou écrite. Cette équipée est aussi à situer dans le contexte italien de l'époque. Entre 1873 et 1877, des tentatives insurrectionnelles et des soulèvements populaires éclatent dans plusieurs régions d'Italie.

Malgré son piteux échec, l'affaire du Bénévent a un grand retentissement. Le procès des participants se termine même par un acquittement. Mais la propagande par le fait va évoluer dans le sens de l'attentat politique.

En juillet 1881, un congrès socialiste révolutionnaire se tient à Londres. Cette rencontre, organisée par les anarchistes, adopte la propagande par le fait comme moyen d'action privilégié. Il est recommandé aux organisations adhérentes de porter l'action « sur le terrain de l'illégalité, qui est la seule voie menant à la révolution... »(11). Ce congrès est important à plus d'un titre. Au moment où l'anarchisme se présente comme une force politique distincte des autres écoles socialistes, des interprétations divergentes apparaissent en son sein. Alors que Kropotkine et Malatesta sont venus à ce congrès avec l'objectif de reconstruire l'Association internationale des travailleurs, c'est-à-dire de réorganiser les forces révolutionnaires, une majorité, échaudée par les abus commis antérieurement par le Conseil général de Londres, opte pour l'autonomie complète des groupes et des individus. C'est l'émergence d'un courant anti-organisationnel qui s'épanouira, par la suite, surtout parmi les anarchistes individualistes(12).

L'introduction historique du compte-rendu du congrès d'Amsterdam de 1907 ne fait pas mention des attentats individuels qui ont pourtant fortement contribué à la notoriété des anarchistes au tournant du siècle. Comment oublier les attentats de Ravachol en 1892 ou l'assassinat du président Carnot par Caserio en 1894, celui du roi d'Italie Humbert Ier par Bresci en 1900 et celui du président américain McKinley par Czolgoz en 1901...? Pour ne citer que quelques affaires parmi les plus connues. Cette omission n'est probablement pas fortuite. Il est peut-être des événements sur lesquels Dunois, s'il

est bien l'auteur de cette introduction, préfère ne pas insister. Cependant, personne, durant le congrès de 1907, ne va condamner les attentats, au contraire.

Max Baginski(13) qui vient des Etats-Unis fera même l'éloge de Czolgosz. « L'acte de Czolgosz fut vraiment un acte de lutte de classe. En tuant Mac-Kinley, Czolgosz frappait le capitalisme américain, cette ploutocratie barbare qui se nourrit vraiment de chair humaine (...). L'exécution de Mac-Kinley valut aux anarchistes de longues persécutions; nos idées cependant n'en ont pas souffert, loin de là »(14).

Pour Pierre Monatte, le terrorisme n'est tout simplement plus d'actualité. En 1907, le syndicalisme remplace en quelque sorte les attentats : « ...le syndicalisme est né ; l'esprit révolutionnaire s'est ranimé, s'est renouvelé à son contact, et la bourgeoisie, pour la première fois depuis que la dynamite anarchiste avait tu sa voix grandiose, la bourgeoisie à tremblé ! »(15)

Emma Goldman(16), dans une motion contresignée par Baginsky, qu'elle présentera à la fin du congrès, va proposer une nouvelle approche. L'acte de révolte individuel est un droit. Il doit avant tout être compris, d'un point de vue « socio-psychologique », comme la conséquence du système et non « loué ou condamné ». D'autre part, dans certaines circonstances, il est utile. Cette motion sera approuvée à l'unanimité par le congrès. En voici l'essentiel :

« Le congrès anarchiste international se déclare en faveur du droit à la révolte de la part de l'individu comme de la part de la masse entière.

Le congrès est d'avis que les actes de révolte, surtout quand ils sont dirigés contre les représentants de l'Etat et de la ploutocratie, doivent être considérés d'un point de vue psychologique.

(...) On pourrait dire, comme règle, que seul l'esprit le plus noble, le plus sensible et le plus délicat est sujet à de profondes impressions se manifestant par la révolte interne et externe. Pris sous ce point de vue, les actes de révolte peuvent être caractérisés comme les conséquences socio-psychologiques d'un système insupportable; et comme tels, ces actes, avec leurs causes et motifs doivent être compris, plutôt que loués ou condamnés.

Durant les périodes révolutionnaires, comme en Russie, l'acte de révolte (...) sert un double but : il mine la base même de la tyrannie et soulève l'enthousiasme des timides... »(17)

Peut-on dire, comme le fait un peu rapidement Daniel Guérin, qu'à la suite de l'adoption de la propagande par le fait, l'anarchisme va s'isoler du mouvement ouvrier, s'étioler, s'égarer dans le sectarisme ?(18) Notre sentiment, c'est que les attentats anarchistes sont un peu comme l'arbre qui cache la forêt. A trop les regarder on néglige des mouvements de fond qui sont à l'origine du mouvement ouvrier moderne et dans lesquels les anarchistes jouent un rôle aussi bien concret que théorique. Aux Etats-Unis, par exemple, le congrès de Chicago en 1881, qui voit naître le parti socialiste révolutionnaire, ratifie les décisions de Londres et lance un appel aux organisations ouvrières pour qu'elles défendent, par les armes, toute atteinte à leurs droits(19). Or, dans la période qui suit, les anarchistes vont avoir une grande influence sur le mouvement ouvrier américain.

D'autre part, en France, avant même l'épidémie des attentats, les militants les plus en vue essaient de rectifier le tir et de réorienter les compagnons vers l'action de masse. En août 1888, durant la grève des terrassiers à Paris, Joseph Tortelier, accompagné par Louise Michel et Charles Malato, soutient déjà publiquement que seule la grève générale est capable de conduire à la révolution sociale(20). En mars 1891, Kropotkine écrit dans *La Révolte* « ce n'est pas par des actes héroïques que se font les révolutions (...). La révolution, avant tout, est un mouvement populaire (...). Ce fut (...) l'erreur des anarchistes en 1881. Lorsque les révolutionnaires russes eurent tué le tsar (...), les anarchistes européens s'imaginèrent qu'il suffirait désormais d'une poignée de

révolutionnaires ardents, armés de quelques bombes, pour faire la révolution sociale... Un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosifs »(21).

Un travail sérieux sur les effets réels des attentats anarchistes nécessiterait une étude comparative pour chacun des pays concernés. Ceci ne constituant pas le thème de notre recherche, nous ne nous y lancerons pas.

Ce qu'il faut dire, c'est que la propagande par le fait n'ayant pas eu l'effet escompté, celle-ci va être abandonnée au profit d'autres moyens d'action; d'autant que la répression qui l'accompagne déstructure profondément les groupes. En ce qui concerne la France, il faut signaler que la flambée terroriste des années 1892-1894 a abouti à une scission entre le courant « sociétaire » ou « orthodoxe » de l'anarchisme qui préconise alors l'action dans les syndicats et les individualistes qui défendent la beauté du sacrifice personnel, voire la jouissance du poseur de bombe(22). A ce propos, il faut mentionner que les anarchistes individualistes américains, sous la houlette de B. R. Tucker, ont dès le départ rejeté le principe d'une organisation violente. De l'autre côté de l'Atlantique, la propagande par le fait a plutôt eu la faveur des communistes anarchistes.

Les anarchistes et les congrès de la deuxième internationale

Revenons à l'introduction qui nous est proposée. L'auteur du document rappelle la participation d'anarchistes aux quatre premiers congrès de la deuxième Internationale, soit à ceux de Paris (1889), Bruxelles (1891), Zürich (1893) et Londres (1896). Nous nous arrêterons un peu longuement sur ces deux derniers congrès qui consacrent la rupture entre les deux orientations du mouvement ouvrier et qui sont le théâtre, en parallèle, des premières rencontres internationales « libertaires et communistes »(23) depuis le congrès de 1881 à Londres. Rencontres « libertaires et communistes » donc, et non rencontres anarchistes.

Les chroniqueurs de l'époque, comme la plupart des historiens après eux, parlent de l'expulsion des anarchistes des congrès socialistes. En approfondissant la question, nous avons constaté que les opposants à l'évolution électoraliste et parlementaire du mouvement socialiste de l'époque ne peuvent pas tous, et loin de là, être définis comme anarchistes. Pour illustrer le problème, nous avons décidé de suivre l'itinéraire de l'un des protagonistes, celui du hollandais Christian Cornélissen. Cet homme constitue, à nos yeux, un fil conducteur entre Zürich (1893) et Amsterdam (1907) puisqu'il participe à toutes ces rencontres(24). Dire de lui qu'il était un anarchiste serait faire preuve d'une grande imprécision, en tout cas en ce qui concerne 1893.

Christian Cornélissen

Dans la brochure(25) écrite par Cornélissen, en vue du congrès de Zürich, nous constatons que celui qui venait de réaliser la première traduction hollandaise du *Manifeste communiste*(26) était pour le moins autant marxiste que libertaire; témoins les nombreuses citations de Marx sur lesquelles il s'appuie pour défendre son point de vue. Selon lui, la principale division au sein du mouvement socialiste international est liée à l'existence, d'une part, d'un courant purement parlementaire et d'autre part, à celle de groupes socialistes non parlementaires. Parmi ceux-ci, il range son parti : le parti ouvrier démocratique socialiste de Hollande, qui ne considère « les élections

législatives (...) que comme un moyen d'agitation, et l'action des élus ouvriers dans les parlements que comme moyen de propagande ».(27)

S'opposant au credo des sociaux-démocrates allemands qui prétendent que la prise du pouvoir politique doit nécessairement précéder l'appropriation des moyens de production par la classe ouvrière, Cornelissen, qui s'appuie sur le principe marxiste suivant lequel l'infrastructure détermine la superstructure, affirme au contraire que « la classe ouvrière ne peut conquérir le pouvoir politique tant qu'elle n'aura pas socialisé les moyens de production » (28).

En lisant sa brochure, on constate qu'avant le congrès de Zürich, Cornélissen espérait rallier à son point de vue toutes les organisations privilégiant l'action économique de la classe ouvrière, c'est-à-dire les organisations de travailleurs comme les Bourses du travail en France... ou même la société du Grütli en Suisse. Pourtant il craignait que les socialistes parlementaires, parviennent à «exclure une fraction de leurs adversaires du congrès, sous le fallacieux prétexte d'“anarchisme ” »(29). Dans ce cas les socialistes parlementaires seraient responsables de la scission du mouvement ouvrier et du « deuxième congrès (dissident) »(30) qui ne manquerait pas de s'organiser.

Zürich 1893 et Londres 1896

Ces deux congrès socialistes internationaux ont consacré, nous le savons, la scission définitive entre socialistes parlementaires et socialistes « anarchistes ». Il n'est pas inutile de rappeler les circonstances de cette rupture.

A Zürich, le problème est posé lors du premier débat sur les conditions d'admission au congrès. Le comité d'organisation fait adopter une résolution suivant laquelle : « sont admis au Congrès tous les syndicats professionnels ouvriers, ainsi que ceux des partis et associations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique »(31).

Afin de sanctionner l'expulsion des « anarchistes » un amendement, proposé par l'Allemand Bebel et accepté par la majorité précisait que «par action politique, il est entendu que les partis ouvriers emploient tous leurs efforts à utiliser les droits politiques et la machinerie législative (corps législatif, législation directe) en vue des intérêts du prolétariat et de la conquête des pouvoirs publics»(32).

Comme le craignait Cornelissen, avec cette résolution, le congrès ne mettait pas en marge que les anarchistes patentés; des socialistes indépendants opposés au parlementarisme étaient aussi directement visés. Mais qu'en était-il des socialistes qui se situaient entre les deux camps, soit parce que pour eux l'action parlementaire n'était qu'une tactique parmi d'autres, soit parce qu'après l'avoir pratiquée, ils la rejetaient ?

Dans ce cas se trouvait F. Domela Nieuwenhuis, le principal leader socialiste hollandais, qui participa tout de même activement aux débats. Comme il l'avait déjà fait au congrès socialiste de Bruxelles en 1891, il défendit, sans succès, la grève générale et la grève militaire en cas de guerre. Cela dit, pour les anarchistes ainsi que pour certains des socialistes indépendants, l'essentiel des discussions va, dès lors, se dérouler à l'extérieur.

Plusieurs réunions ont lieu au Plattengarten de Zürich, groupant jusqu'à plus de 500 participants. On y discute des thèmes à l'ordre du jour du congrès officiel, comme de l'organisation du premier mai, de la grève générale et de la lutte économique qui doivent « préparer la révolution »(33).

Notons qu'un certain Werner de Berlin présente déjà le credo des socialistes antiparlementaires des deux décades à venir. Son intervention commence par une critique libertaire de la social-démocratie qui, d'après lui, voudrait « seulement

remplacer l'esclavage actuel par un autre esclavage en demandant la centralisation de la consommation des produits »(34). Ensuite le même Werner fait une proposition concrète pour l'action : « nous voulons seulement des syndicats professionnels pour surveiller nos intérêts, et ces syndicats, nous les constituerons nous-mêmes... »(35). Toute la difficulté va être de relier ces deux prémisses.

C'est à dessein que nous allons utiliser, pour le moment, le terme d'antiparlementaire plutôt que ceux d'anarchiste ou d'anti-autoritaire pour désigner les socialistes opposés au courant social-démocrate parlementaire qui va imposer son hégémonie au sein de la deuxième Internationale.

Dans le domaine politique, surtout en ce qui concerne les organisations révolutionnaires ou simplement d'opposition, l'utilisation d'une désignation adéquate et précise est toujours problématique. Il y a les termes par lesquels les acteurs se désignent eux-mêmes, qui sont souvent les plus neutres possibles et ceux, polémiques, que leurs adversaires emploient pour les désigner. En l'occurrence les sociaux-démocrates, et la presse « bourgeoise » parlent systématiquement d'anarchistes, alors que le terme d'antiparlementaire qui est utilisé par les protagonistes, est plus précis. C'est le terme que Cornélissen emploie pour désigner son camp(36). Il va également figurer dans le titre de la principale rencontre parallèle au congrès de Londres : « Meeting anarchiste et antiparlementaire ».

Ce terme a le mérite d'englober tous ceux qui privilégient l'action directe, de base, sans nécessairement se revendiquer de l'idéologie libertaire ; c'est-à-dire les anarchistes qu'ils soient ou non syndicalistes, certains socialistes révolutionnaires et les futurs syndicalistes révolutionnaires. Nous reviendrons par la suite sur les divergences qui verront le jour dans ce conglomérat « antiparlementaire ».

Les rapports officiels ou les comptes-rendus de la presse ne reflètent que très partiellement les échanges d'idées dont les congrès ouvriers sont le théâtre. Dans n'importe quelle assemblée de ce type, c'est souvent en coulisses que les discussions les plus importantes ont lieu. Les rapports directs entre les individus sont importants lorsque l'on analyse l'évolution des idées socialistes. Dans ses souvenirs, Cornélissen relate les promenades qu'il fit alors, dans la région zurichoise, en compagnie de Domela Nieuwenhuis et de Jean Allemane(37). Il nous dit combien l'hostilité de son collègue français, vis-à-vis de l'ensemble des délibérations du congrès, le frappèrent : « il s'agissait chez lui littéralement d'une conversion : d'un passage, sinon carrément à l'anarchie, du moins à l'aile gauche des "socialistes indépendants" »(38).

Nous savons aussi que c'est à l'occasion du congrès ouvrier de Zürich que Christian Cornélissen va se lier d'amitié avec Fernand Pelloutier. Les liens personnels entre deux hommes qui vont occuper des responsabilités semblables dans le mouvement ouvrier de leurs pays respectifs méritent d'être relevés(39). Une étude plus approfondie permettrait peut-être de dire en quoi Cornélissen a directement influencé Pelloutier et en quoi la cohérence et le rayonnement ultérieur du syndicalisme révolutionnaire français est redevable au mouvement ouvrier hollandais(40).

Au congrès de Londres (1896), le problème que l'on croyait avoir résolu à Zürich se posa avec plus d'acuité encore, au point qu'une bonne moitié de la rencontre lui fut consacrée. Quand on met les anarchistes à la porte, ils rentrent par les fenêtres auraient pu s'écrier les leaders de la social-démocratie !

Officiellement toutes les chambres syndicales ouvrières avaient été invitées. Seuls les partis et organisations socialistes étaient tenus de reconnaître la nécessité de « l'action politique ». Or, depuis quelques années, les anarchistes préconisaient l'entrée dans les syndicats. Des leaders extrêmement connus du mouvement libertaire allaient se présenter au congrès munis de mandats syndicaux. Malatesta, par exemple, disposait

des mandats d'un syndicat français, de groupes italiens et de syndicats espagnols. Sur les quarante-trois représentants syndicaux français, vingt étaient des anarchistes notoires. Le dilemme était donc le suivant : expulser les anarchistes, c'était fermer la porte à des représentants ouvriers.

Nous savons que cette situation n'était pas le simple résultat des circonstances. Par une action concertée, un groupe de militants avait décidé de tout tenter pour modifier l'évolution du mouvement socialiste.

L'idée de mener, à Londres, la lutte contre la social-démocratie venait de Fernand Pelloutier et d'Augustin Hamon en France. Si l'on en croit ce dernier, ce sont eux deux qui organisèrent, à Paris, la délégation « syndicalo-anarchiste ». Hamon insiste sur la collaboration de Malatesta qui, vivant à Londres, était en rapports avec les milieux syndicaux anglais. Il relève aussi l'aide apportée par Cornélissen pour la Hollande(41). En effet, pour cette occasion, Cornélissen élabore un texte intitulé : *Le communisme révolutionnaire. Projet pour une entente et pour l'action commune des Socialistes révolutionnaires et des Communistes anarchistes*(42). L'entente préalable de libertaires et d'antiparlementaires est également attestée par le fait qu'un « comité anarchiste » de préparation du congrès, constitué dans un premier temps, est dissout et remplacé par un « anarchist socialist and antiparliamentary committee »(43).

Avant le congrès, les anarchistes et leurs amis s'efforcèrent de démontrer que les sociaux-démocrates étaient des sectaires, coupables de diviser le mouvement ouvrier. Dans l'un de ses articles, Domela Nieuwenhuis déclare qu'en cas d'exclusion des anarchistes, il faudrait « admettre que ce ne serait plus un congrès socialiste, mais seulement un congrès parlementaire, un congrès réformiste des social-démocrates, un congrès d'une secte... »(44).

Le thème de l'unité du mouvement ouvrier est une constante dans l'argumentation des « anarchistes ». Un article de Malatesta et d'Augustin Hamon paru en anglais dans le *Labour leader* l'hebdomadaire de l'Independent Labour Party (45) et en français dans *Parti ouvrier*, l'organe des allemanistes, mérite d'être cité un peu longuement, car il synthétise assez bien le message que l'on voulait faire passer.

« Il est dans l'intérêt de tous les ennemis de la société capitaliste que les ouvriers soient unis et solidaires dans la lutte (...). Cette lutte est nécessairement de caractère économique. Ce n'est pas que nous méconnaissions l'importance des questions politiques (...) [mais] toute tentative pour imposer une opinion politique unique au mouvement ouvrier aboutirait à la désagrégation du mouvement et empêcherait les progrès de l'organisation économique ». Et l'article de conclure : « si les social-démocrates veulent persister dans leur tentative d'embrigadement et semer ainsi la division entre les travailleurs, puissent ceux-ci comprendre et faire triompher la grande parole de Marx : Travailleurs du monde, unissez-vous »!(46)

La tentative des antiparlementaires ne fut pas couronnée de succès. Finalement les sociaux-démocrates l'emportèrent. Mais pour expulser définitivement les anarchistes, ils durent faire admettre qu'au prochain congrès socialiste, seules seraient admises les « organisations purement corporatives » reconnaissant « la nécessité de l'action législative et parlementaire »(47). Ils acceptaient donc de porter la responsabilité de la division du mouvement ouvrier, ce qui allait éloigner d'eux, pour un temps en tout cas, un certain nombre de socialistes non « orthodoxes » ainsi que les syndicalistes qui n'étaient pas directement sous leur influence(48).

Venons-en maintenant aux rencontres anarchistes et antiparlementaires qui ont lieu parallèlement au congrès socialiste. Le mardi 28 juillet un grand meeting est organisé. Selon Hamon(49) l'assistance y est si nombreuse (plusieurs milliers de personnes) que l'on doit diviser le meeting en deux. Le premier des orateurs à s'exprimer n'est pas précisément un anarchiste puisqu'il s'agit de Keir Hardie(50), le président de l'ILP.

Bien que partisan de l'action politique, Keir Hardie est venu souhaiter la bienvenue aux délégués anarchistes. Favorable à la solidarité entre tous ceux qui ont foi en le socialisme, il déclare à l'assemblée que « le crime des anarchistes c'est d'être la minorité ». Ensuite c'est le secrétaire de l'ILP, le syndicaliste Tom Mann (51) qui s'exprime. Il est encore plus chaleureux, et avoue que sur le plan tactique, il ne diffère pas beaucoup des anarchistes. Suivent de nombreux orateurs anarchistes ou antiparlementaires : Elisée Reclus, Christian Cornélissen, Louise Michel, Kropotkine, Tortelier, Malatesta, Domela Nieuwenhuis...

Les jours suivants, les socialistes anarchistes allemands, suisses et italiens qui ont été expulsés du congrès, rejoints par des Anglais, des Français et les socialistes antiparlementaires de Hollande organisent trois journées de débats et conférences. Dans ce cadre, il est beaucoup question de la priorité à accorder à la lutte et à l'organisation économique, c'est-à-dire syndicale. Pelloutier souligne les progrès de l'idée de grève générale, la propension des syndiqués à rejeter le parlementarisme... soit les thèmes du syndicalisme révolutionnaire, portés alors par les anarchistes.

Sur un autre sujet, la question agraire, un débat assez curieux oppose des socialistes anglais à plusieurs orateurs anarchistes. Alors que les premiers déclarent que la prolétarianisation des paysans et la constitution de grandes propriétés constituent un préalable nécessaire à la diffusion des idées socialistes à la campagne, les seconds refusent cette conception déterministe (52). Parmi eux, Malatesta fait une remarque qui mérite d'être citée, en vue des débats ultérieurs auxquels nous allons nous intéresser. En voici l'essentiel : « Les marxistes ont abandonné les théories de Marx et les anarchistes les conservent trop précieusement. Les théories sont surannées en beaucoup de points. Pourquoi attendre la prolétarianisation des paysans qui n'aura peut-être jamais lieu ? Les conditions économiques (...) peuvent changer; elles sont à la merci d'une découverte, d'une invention. La centralisation (...) peut faire place à l'individualisation de l'industrie, si un moteur nouveau est trouvé. Donc il ne faut pas attendre que les paysans soient dépossédés pour (...) leur montrer la nuisance de l'Etat... »

L'adhésion aux idées socialistes est-elle tributaire de l'appartenance de classe et de l'évolution des rapports de production ou naît-elle de l'aspiration de l'homme à la liberté que la propagande peut réveiller ? Un débat de fond qui n'allait pas être résolu de sitôt.

Paris 1900 — le congrès interdit

Ce dilemme « lutte de classes » ou « propagande » apparaît à nouveau dans les contributions écrites pour le congrès ouvrier révolutionnaire international de 1900. Ce congrès, prévu pour les 19, 20, 21 et 22 septembre 1900, fut interdit au nom des lois françaises dites « scélérates » (53), mais on peut consulter les rapports rédigés pour l'occasion (54). Dans la présentation de ces textes, la filiation avec le congrès de Londres est affirmée. Il est dit que, suite aux incidents de 1896, « les groupes révolutionnaires de divers pays avaient reconnu la nécessité de se séparer de la social-démocratie dont l'intolérance voulait imposer à tous les groupements, mêmes syndicaux, la nécessité de l'action législative et parlementaire » (55). On nous signale que le premier appel pour cette rencontre a été signé par F. Domela Nieuwenhuis, Fernand Pelloutier et Emile Pouget (56) et qu'il a été adressé « aux groupes ouvriers, aux socialistes révolutionnaires et aux communistes anarchistes » (57). On nous dit aussi que le congrès a été préparé « bien avant que les socialistes parlementaires eussent décidé de faire le leur à Paris » (58). Cette remarque mérite qu'on s'y arrête un peu. Nous ne croyons pas que ces deux congrès aient été convoqués pratiquement à la

même date par hasard. D'ailleurs, pour Jean Maitron « le congrès de 1900, qui se qualifiait d'antiparlementaire, était destiné à donner la réplique au congrès international socialiste qui devait se réunir à Paris en septembre 1900 » (59). Coïncidence non avouée, mais voulue. Elle révèle peut-être un désir, en partie inconscient, de prolonger la cohésion que, jusqu'ici, l'opposition aux « socialistes domestiqués » avait donnée au camp révolutionnaire. Avec l'éloignement de l'adversaire commun, les divergences allaient affleurer la surface.

Les sujets qui auraient dû être discutés à Paris étaient fort nombreux. En voici un aperçu : organisation de relations suivies entre les groupes communistes révolutionnaires d'un même pays et de pays différents; propagande dans les syndicats; publications et propagande par le placard, par la brochure à distribuer; théâtre d'avant-garde; élections de protestation; publication d'un organe international; question agraire; les sans-travail; enseignement libertaire; coopérativisme et néo-coopérativisme; la question de la femme; la grève générale; attitude des anarchistes en cas de guerre; propagande antimilitariste, etc.

Outre de nombreux Français, des délégués étaient venus d'Amérique du Nord, d'Argentine, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, de Suisse, d'Espagne, de Belgique, de Hollande, de Bohême et de Russie. D'autres avaient envoyé leur adhésion par écrit de Bulgarie, de Roumanie, de Grèce, du Portugal, du Brésil, des Iles Sandwich et d'Uruguay. A noter aussi la participation de personnalités anarchistes connues comme Kropotkine, Elisée Reclus, Tcherkesoff, Domela Nieuwenhuis, Max Nettlau, Jean Grave ou Emma Goldman.

Comme pour les rencontres de Zürich et de Londres, les participants prévus n'étaient pas tous anarchistes. Les non-libertaires n'étaient pas nombreux, mais des Français membres du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR - allemaniste) s'étaient annoncés. La contribution qu'ils ont laissée, intitulée « Tactique libertaire, tactique révolutionnaire » a le mérite de présenter les divergences qu'ils perçoivent et de préciser certaines définitions. Pour les allemanistes, libertaires et révolutionnaires poursuivent les mêmes buts : « le renversement de la société capitaliste et son remplacement par une ère nouvelle (...) un état social sans gouvernement (...). Tous les deux acceptent le principe de la grève générale... »(60). Les divergences portent sur les moyens. Pour les allemanistes « le libertaire, en général, ne croit et n'espère que sur le mouvement individuel et l'évolution des cerveaux (...) seule l'idée (...) gouverne [les libertaires] » (61). Le POSR est plus « pratique » puisqu'il propose « la conquête des pouvoirs publics comme moyen de propagande »(62).

L'entente sur ce point semble bien difficile, même si, une fois ou l'autre, des libertaires s'essayèrent à la propagande par le moyen de la candidature électorale (63). Ce qui est intéressant à noter, c'est la persistance du dialogue. Elle provient de la convergence existant à l'époque entre allemanistes et libertaires dans les syndicats.

Une dernière précision, à propos du terme libertaire. Les allemanistes croient que « les libertaires se sont ainsi dénommés pour se séparer des anarchistes opposés à tout groupement »(64). A notre avis rien ne prouve que la frontière entre « libertaire » et « anarchiste » repose sur l'acceptation ou non de l'organisation. Mais l'existence des deux termes et l'analyse ainsi faite par le POSR montrent que les principales divergences tournent autour du thème de l'organisation.

Justement, comme l'a fait remarquer Jean Maitron, au cours de la préparation du congrès de 1900 apparaît, en France, « la première tentative depuis 1895 en vue d'établir des liens permanents entre les compagnons à la fois sur le plan national et international »(65). L'initiative vient de Cornélissen et du groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI)(66). Leur préoccupation :

remédier à l'état d'inorganisation du mouvement anarchiste par la constitution d'un « bureau de correspondance » et d'une « Fédération communiste libertaire internationale »(67).

Le rapport de Cornélissen pour le congrès « sur la nécessité d'établir une entente durable entre les groupes anarchistes et communistes révolutionnaires »(68) constitue un appel, une supplique presque, pour que le mouvement s'organise. « Ce que nous voudrions, en un mot, c'est quelque chose qui nous permet de nous mettre en rapport les uns avec les autres... »(69) Cornélissen qui vit depuis peu à Paris(70) donne une image qui n'est guère optimiste du mouvement libertaire. « Les événements de ces dernières années, tant en France que dans les autres pays, ont montré que les révolutionnaires se trouvaient dispersés, que leurs forces étaient morcelées (...) ces derniers temps (...) nous n'avons rien pu entreprendre de sérieux »(71). Sans doute fait-il références à la période des attentats lorsqu'il ajoute que « si les révolutionnaires de France et, en particulier ceux de Paris avaient été plus unis (...) beaucoup d'erreurs auraient pu être évitées »(72).

Il est très sévère à l'encontre de la presse anarchiste. Regrettant ce que les journaux de propagande sont, il prétend que « vis-à-vis des rédacteurs de ces journaux ou revues, [les] groupes sont aussi impuissants que vis-à-vis de la presse capitaliste » (73).

Conscient de ne pas pouvoir convaincre l'ensemble des participants, ni même sans doute la majorité, Cornélissen parle d'organiser une réunion après le congrès, avec ceux qui seraient d'accord de « créer des rapports réguliers entre les groupes »(74). Il demande aussi à ceux qui sont opposés à ce projet de ne pas faire obstacle à sa réalisation.

Sage précaution, car les ennemis de l'organisation, ou plutôt les partisans de l'organisation naturelle et spontanée, tiennent alors le haut du pavé dans le milieu libertaire parisien. Jean Grave(75), par exemple, conteste vertement les critiques à la presse libertaire et les propositions d'organisation du mouvement, avancées par les ESRI et Cornélissen. Les arguments de Grave ne manquent pas de saveur et méritent qu'on s'y arrête. « [Les ESRI] pensent faire le procès des journaux anarchistes, en constatant qu'ils sont aux mains de ceux qui les font, et que le parti n'a aucun recours contre eux (...). En formulant cette critique, nos camarades du groupe des étudiants se montrent ignorants de ce que peut et de ce que doit être un journal pour faire de la bonne besogne, et ils n'oublient qu'une chose, que s'il y a un courant d'idées se dénommant anarchisme, courant qui a, en effet, quelques lignes générales nettement définies quant au but, par contre les façons d'en concevoir la réalisation sont multiples; et la divergence est telle que l'on se traite, plus d'une fois, mutuellement de réactionnaire. Et ces divergences subsisteront toujours (...) et, loin de désirer à les voir s'atténuer, nous devons, au contraire, espérer qu'elles évolueront chacune dans leur direction. (...) Une unité de vue est irréalisable; ensuite, elle serait funeste, parce que ce serait l'immobilité » (76). Grave s'oppose au projet de bureau de correspondance, car il est « inutile de créer un rouage qui peut être une entrave » (77). Les groupes n'ont qu'à correspondre les uns avec les autres au gré de leurs envies et de leurs besoins. L'existence de cette institution ne ferait que flatter « l'inertie des individus ; ceux-ci n'ayant que trop tendance à se reposer de la besogne à faire sur ceux qui leur promettent de les remplacer »(78).

Sur un thème syndicaliste comme celui de la grève générale, il est intéressant de comparer l'opinion de Grave à celle qu'expriment d'autres militants. Le rapport sur la grève générale des délégués de l'Union du Bronze reprend les principaux arguments élaborés quelques années auparavant par Fernand Pelloutier. Pour ces militants, la grève générale, c'est la révolution car « les temps épiques des barricades sont passés (...) il est aujourd'hui presque impossible de lutter contre la force armée avec les

mêmes armes dont dispose celle-ci »(79). D'autre part, en disant qu'une minorité de travailleurs est suffisante pour déclencher la grève générale, ils répondent implicitement à l'argument des sociaux-démocrates qui prétendent que, si tous les travailleurs étaient prêts à faire grève, celle-ci serait inutile(80). Selon les délégués du Bronze, il suffirait qu'une minorité de travailleurs conscients, situés dans les secteurs clé (les chemins de fer en premier lieu) cessent le travail pour que la désorganisation qui en résulterait fasse tourner la grève en révolution...

Jean Grave n'est pas du tout opposé à la grève générale, mais n'en fait pas une panacée. Il faut faire de la propagande pour la grève générale au même titre que de la propagande antimilitariste, pour le refus de l'impôt ou pour la résistance à certaines lois. On peut aussi essayer de disputer à l'Etat le monopole de l'éducation des enfants, en créant des écoles libertaires, ou s'associer pour organiser une entente économique visant à « se procurer des facilités de la vie »(81). Grave se différencie aussi des syndicalistes sur le thème de la révolution. Il déclare que les « transformations catastrophiques (...) ne relèvent que de la foi à la providence »(82) et dit « nous voulons la Révolution, d'accord. Mais la Révolution n'a aucune vertu par elle-même; elle n'accomplira que ce que sauront faire ceux qui y participeront (...). Et puis la Révolution ne se fait pas d'un bloc, il faut qu'elle soit amenée par un état d'esprit, par une évolution d'idée qui la préparent »(83).

Au sein du camp antiparlementaire, propagande et idées anarchistes vont maintenant se confronter aux propositions pratiques et concrètes du syndicalisme révolutionnaire en gestation et non plus seulement à la conception « marxiste » d'une évolution inévitable des mécanismes économiques.

Le contexte

Nous avons suivi l'itinéraire du mouvement anarchiste international au travers des différentes étapes que nous suggérait le compte rendu du congrès de 1907. Avant de présenter la rencontre, il est utile de mentionner deux éléments qui caractérisent cette période : le développement du syndicalisme révolutionnaire en France et la révolution russe de 1905.

Le début du XXe siècle est une période d'expansion économique. Entre les crises de 1900 et de 1907, l'amélioration de la conjoncture favorise d'une manière générale une élévation, certes modeste mais bien réelle, du niveau de vie des ouvriers.

En France, la multiplication et surtout les succès des grèves revendicatives font évoluer les théories syndicalistes.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, les grèves partielles étaient « l'objet d'une défiance systématique de la part des dirigeants syndicalistes »(84). On les rejetait parce que leurs résultats, quand ils n'étaient pas négatifs, étaient si modestes qu'ils décourageaient les ouvriers et les éloignaient de l'objectif de transformation sociale. On croyait à une « loi d'airain » des salaires, suivant laquelle de réelles améliorations salariales étaient impossibles en régime capitaliste. A partir du moment où les faits contredisent la théorie, une révision devient nécessaire.

Les syndicalistes révolutionnaires français

Dès 1902, après l'accession de Victor Griffuelhes au secrétariat de la CGT, c'est toute une équipe de révolutionnaires qui va se trouver à la tête du mouvement syndical français.

Victor Griffuelhes (1874-1922) était cordonnier. Originaire du Cantal, il quitte l'école à quatorze ans pour devenir apprenti à Bordeaux. En 1893, il s'établit à Paris où il travaille pour les bottiers de luxe du faubourg Saint-Honoré. Tout en participant activement à la vie du syndicat général de la cordonnerie de la Seine, Griffuelhes adhère, vers 1896, au parti blanquiste. En 1899, il devient secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine et en 1900, secrétaire de la Fédération nationale des cuirs et peaux. De par sa notoriété croissante dans le mouvement syndical, Griffuelhes est souvent sollicité par la direction blanquiste. En 1900, il se présente aux élections municipales comme candidat socialiste dans le Xe arrondissement de Paris. Pourtant, il a acquis la conviction que l'action syndicale est le seul moyen efficace pour libérer la classe ouvrière. En 1908, dans une brochure intitulée *L'Action syndicaliste*, il déclare : « j'ai été au syndicat pour y lutter contre le patronat responsable direct de mon asservissement et contre l'Etat, défenseur naturel, parce que bénéficiaire, du patronat ». En novembre 1901, il est élu secrétaire général de la CGT. C'est en 1902, sous son mandat (qui va durer jusqu'en 1909) que se réalise la fusion entre la CGT et la Fédération des bourses du travail, dans laquelle prédominent les anarchistes. A l'époque qui nous intéresse, Griffuelhes est l'incarnation même du syndicalisme révolutionnaire français(85). Selon Jacques Julliard, Griffuelhes comme son collègue Merrheim « ne sont ni des théoriciens, ni des organisateurs : ce sont des *meneurs de grève* (86) ».

Alphonse Merrheim (1871-1925) occupe une place charnière dans l'évolution du syndicalisme français. Il va jouer un rôle clé dans le passage du syndicalisme révolutionnaire du début du siècle au syndicalisme nettement plus raisonnable qui va suivre, à partir de 1909. Né dans une famille d'ouvriers, il quitte l'école à dix ans pour travailler dans une savonnerie. Il sera par la suite chaudronnier en cuivre. Après un bref passage au Parti ouvrier français (POF) de Guesde, puis chez les allemanistes, il devient simplement syndicaliste. Il sera alternativement secrétaire de la Fédération des métaux et de celle du cuivre, œuvrant d'ailleurs pour réunir tous les métallurgistes en une seule fédération. Bien que très proche de Griffuelhes, il en diffère beaucoup, c'est un modéré. Merrheim est autant opposé à la collaboration avec le parti socialiste, qu'au verbalisme révolutionnaire. Doué d'une grande puissance de travail, il étudie les mécanismes des grèves et publie en 1905 et 1906 des monographies dans *Le Mouvement socialiste*. A l'époque qui nous occupe, il commence à s'intéresser à l'étude des mécanismes économique. Son objectif : « adapter le syndicalisme à la lutte contre le grand patronat moderne ». Son approche « réaliste » contraste avec celle d'autres membres de l'école syndicaliste révolutionnaire(87).

Celui qui va tenter d'articuler la nouvelle pratique gréviste avec l'aspiration révolutionnaire des anarchistes, c'est Emile Pouget : un journaliste de talent qui a derrière lui un long passé d'anarchiste et de syndicaliste.

Originaire de l'Aveyron, Emile Pouget a quitté le lycée à quinze ans pour aller gagner sa vie à Paris. Vendeur dans un magasin de nouveautés, il fonde en 1879, à l'âge de dix-neuf ans, le premier syndicat du textile parisien. A cette époque, il fréquente déjà les cercles anarchistes. En 1883, Pouget participe, au côté de Louise Michel, à une manifestation de chômeurs organisée par la Chambre syndicale des menuisiers. Cette manifestation s'achève par le pillage de trois boulangeries. Pouget est arrêté. Il est condamné à huit ans de prison pour pillage et antimilitarisme. La police ayant trouvé chez lui six cents exemplaires d'une brochure intitulée *A l'armée*. Libéré trois ans plus tard, lors de l'amnistie de 1886, il vit alors de représentation de librairie. Cette occupation lui laisse du temps et, en 1889, il fonde *Le Père Peinard*, un périodique anarchiste rédigé par lui dans une langue imagée qui n'épargne rien ni personne. Voici ce qu'en dit Colette Chambelland : « A travers toutes les pages du journal, on sentait le

style d'un grand pamphlétaire prolétarien (...) l'anarchisme de Pouget était essentiellement ouvrier. On y retrouvait tous les thèmes de la propagande anarchiste : contre le gouvernement, contre la politique et les députés (les bouffe-galette de l'aquarium), contre l'armée, contre les patrons. Il prônait la grève générale... »(88). En 1894 *Le Père Peinard* est interdit et Pouget se réfugie en Angleterre. De retour à Paris, il publie d'abord *La Sociale* entre 1895 et 1896 puis à nouveau *Le Père Peinard* jusqu'en avril 1900. A partir du 1er décembre 1900 et jusqu'en 1908, il va être le responsable de la rédaction de *La Voix du Peuple*, l'hebdomadaire de la CGT. En renonçant à sa vocation de journaliste libertaire pour se consacrer à la propagande syndicaliste, Pouget, qui a alors quarante ans, va marquer de son influence la vie de la Confédération syndicale.

Le concept-clé qu'il développe est celui d' « action directe »; une idée qui recouvre la grève générale bien sûr, mais aussi les grèves partielles, le sabotage, le boycott... La résistance ouvrière quotidienne constitue, pour Pouget, une « gymnastique révolutionnaire » qui permet à l'individu exploité d'échapper à sa condition de « zéro humain », de se préparer à l'émancipation intégrale. En 1890 déjà, Pouget avait réalisé la synthèse entre l'idée de grève générale révolutionnaire et la grève réformiste. Cette dernière « en est la préparation et c'est après une série de conflits allant s'élargissant de plus en plus que les travailleurs aboutiront à la grève finale »(89).

Pour compléter le tableau, il faut encore présenter deux syndicalistes anarchistes influents. Tout d'abord Georges Yvetot (1868-1942) qui était typographe. Devenu anarchiste sous l'influence de Pelloutier dont il était très proche, il reprend, à la mort de ce dernier en 1901, le poste de secrétaire de la Fédération des Bourses du travail. Fonction qu'il va occuper jusqu'à la guerre. A partir de 1902, suite à la fusion avec la CGT, Yvetot est en titre, le second dans la hiérarchie syndicale française. Yvetot était un anarchiste proudhonien et l'est resté en devenant syndicaliste. En décembre 1902, il fonde avec d'autres anarchistes, une ligue antimilitariste qui devient, après un congrès à Amsterdam en juin 1904, une section de l'Association internationale antimilitariste. Sa propagande très active dans ce domaine lui vaut de nombreuses arrestations et condamnations(90).

Evoquons finalement Paul Delesalle (1870-1948). Ajusteur-mécanicien de précision, Delesalle était un ouvrier très qualifié. Il a construit, par exemple, l'appareil chronophotographique des frères Lumière. Très jeune, il s'oriente vers l'anarchisme. Sa participation au mouvement, à Paris, est attestée à partir de 1891. En 1893, il adhère à la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision. De 1895 à 1906, il collabore aux *Temps nouveaux* de Jean Grave où il tient la rubrique « Mouvement social ». En 1897, il devient secrétaire adjoint de la Fédération des Bourses du Travail, en même temps que secrétaire adjoint de la CGT. En 1901, au congrès de la CGT, il participe à une commission dont les conclusions préfigurent la Charte d'Amiens, puisqu'elle « invite le congrès à décider que l'action syndicale doit conserver sa vie propre (...) en dehors de toute influence politique, laissant aux individus le droit imprescriptible de se livrer au genre de lutte qui leur convient dans le domaine politique ». De 1904 à 1906, il est très actif dans le cadre de la campagne en faveur des huit heures qui culmine avec la grève générale du 1er mai 1906, dont il sera question plus loin. Delesalle s'attache à démontrer que la lutte pour les huit heures est avant tout une lutte révolutionnaire, « un tremplin destiné à intensifier pendant un certain temps la propagande ». En 1908, il ouvre une librairie ainsi qu'une petite maison d'édition à Paris. Devenu commerçant, il décide de quitter la CGT. Il se consacre, dès lors, à l'édition et à la diffusion de brochures syndicalistes, mais aussi d'œuvres littéraires. Il rédige lui-même quelques brochures sur le syndicalisme, dont : *La Confédération*

générale du Travail (1907), *Les Bourses du Travail et la CGT* (1909), etc. Il est aussi l'éditeur du compte-rendu du congrès anarchiste de 1907 que nous étudions(91).

Vers la grève générale

Au congrès de la CGT à Bourges, en 1904, un jeune militant, Dubéros, représentant des coiffeurs, propose d'engager un vaste mouvement pour qu'au 1er mai 1906, les travailleurs cessent de travailler plus de huit heures par jours. Cette proposition, issue de la base, surprend Griffuelhes, elle est combattue par les réformistes tels que Keufer du Livre qui « suggère une action par paliers, ne s'interdisant pas le recours à des moyens législatifs »(92). Par contre, elle obtient le soutien de Pouget qui attendait depuis longtemps une initiative de ce genre et qui parvient à convaincre la majorité. Cette proposition a le mérite d'associer à l'idée des huit heures, celle du 1er mai comme journée revendicative annuelle et celle de la grève générale.

A partir de ce moment-là, la CGT va entreprendre une vaste campagne de propagande : affiches, brochures, papillons... On ne lésine pas sur les moyens et chaque numéro de *La Voix du Peuple* revient sur le sujet. Grève revendicative ou révolution ? La CGT laisse planer le doute. Si pour ses dirigeants, la journée du 1er mai 1906 ne peut être conçue que comme une étape dans la perspective d'un mouvement révolutionnaire, certains ouvriers, syndiqués ou non, sont prêts à croire que le moment de l'émancipation est venu. Mais la grève générale décevra ces espoirs. D'abord un événement imprévu, la catastrophe de Courrières, le 10 mars 1906, dans laquelle périssent plus de 1'200 mineurs est à l'origine d'une grève et d'incidents violents qui se termineront par des arrestations et par un compromis négocié à la fin avril, au moment même où les autres syndicats vont engager la lutte. A la veille du 1er mai, le gouvernement interdit toute manifestation, on s'y attendait, mais Clemenceau crée la surprise en accusant les dirigeants syndicaux de comploter avec l'extrême-droite. Griffuelhes ainsi que Lévy, le trésorier de la CGT, sont arrêtés, tout comme le bonapartiste Durand de Beauregard(93). Il s'agit évidemment d'une affaire montée de toutes pièces pour créer la confusion, mais qui sur le moment a dû faire son effet.

Certes il y eut grève le 1er mai 1906, ainsi que les jours suivants. Plus de 200'000 participants à Paris surtout dans le Bâtiment, des manifestations aussi et des affrontements malgré (ou à cause de) l'interdiction et de la présence de 50'000 hommes de troupe dans la région parisienne. En province, les travailleurs des ports et des arsenaux militaires arrêtent le travail. Le mouvement est important dans les verreries du Nord, dans certaines grandes usines, chez les mineurs du Massif Central... mais ni les cheminots (sauf dans l'Hérault), ni les postiers ne se mobilisent. On voit des manifestations dans les grandes villes ou parfois, comme à Brest, Bordeaux et Toulon, les drapeaux noirs des anarchistes se mêlent aux drapeaux rouges des socialistes et des syndicalistes.

« La CGT avait suggéré deux méthodes différentes : ou bien commencer le 1er mai une grève illimitée en vue d'obliger les patrons à accepter les huit heures; ou bien à partir du 2 mai cesser le travail chaque jour à la fin de la huitième heure. Les terrassiers et les maçons ont suivi la seconde méthode, les ouvriers bijoutiers et les ouvriers du Livre ont employé la première. Tantôt on réclame les huit heures sans diminution de salaire; tantôt on réclame en même temps une augmentation. Le Livre a limité son ambition à neuf heures; mais les métallurgistes demandent en outre la semaine anglaise. »(94)

Certaines de ces revendications seront satisfaites, certes pas les huit heures, mais tout de même des réductions d'horaire ou des augmentations de salaire dans certains secteurs comme le Livre, la Bijouterie, le Bâtiment... Les coiffeurs obtiennent un repos

hebdomadaire à dater du 1er mai, mais on espérait plus. Dans la tête des syndicalistes révolutionnaires français, on fera mieux la prochaine fois. Et c'est auréolé de ce demi succès que certains d'entre eux se rendront au congrès anarchiste d'Amsterdam. Ils ignoraient alors que le 1er mai 1906 constitue l'apogée et que, malgré les nombreuses grèves revendicatives qui suivront, le mouvement a amorcé son déclin.

Nous avons vu combien l'empreinte anarchiste est importante dans le mouvement syndical français, pour la période qui nous occupe. Mais si influence il y a, celle-ci est réciproque : les militants anarchistes vont eux-mêmes modifier leurs idées au contact de la vie syndicale. Cette évolution connaît un moment décisif lors du congrès d'Amiens de 1906, à l'occasion duquel Pouget et ses camarades renoncent officiellement à leur identité d'anarchiste pour adopter celle de simple syndicaliste.

La Charte d'Amiens

La Charte d'Amiens qui constitue, aujourd'hui encore, la référence obligée du syndicalisme français est le résultat d'un compromis circonstanciel ; d'une entente implicite entre le syndicalisme révolutionnaire majoritaire à ce congrès et l'aile modérée, réformiste, du mouvement syndical. A cette occasion, les deux tendances s'entendent pour condamner le troisième courant dirigé par le guesdiste Victor Renard, qui souhaite que des relations s'établissent entre la CGT et le parti socialiste réunifié SFIO.

La charte consacre certes la théorie syndicaliste révolutionnaire en articulant « l'œuvre revendicatrice quotidienne (...) l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates... » avec l'idée d'« émancipation intégrale » (95), mais surtout, en décrétant que les syndicats n'avaient pas « à se préoccuper des partis et des sectes », elle constitue pour Pouget et ses camarades, une rupture avec leur anarchisme originel. A partir du témoignage de Paul Delessale, Jean Maitron résume bien l'état d'esprit des militants anarchistes qui ont participé à la rédaction de cette charte.

« Paul Delessale : “ A la première lecture, Pouget tenant la plume, je m'étais cabré sur le passage ‘les partis et les sectes’, les *sectes* visaient les anarcho-syndicalistes et, je ne sais pourquoi, ne me plaisaient pas. J'eus à ce sujet une prise de bec avec Griffuelhes et j'entends encore Pouget me répétant : ‘Qu'est-ce que cela peut te fiche ?’ Au bout d'un instant, ‘la secte des égaux’ me passe par l'esprit, j'étais vaincu et, ne voulant le paraître, je dis à Pouget : ‘C'est bien, je dirai que tu fais allusion aux communistes de 1797 et tout sera dit.’ Je n'ai pas besoin de vous dire que tous mes camarades éclatèrent de rire. ”

Quel document curieux et qui montre l'évolution, consciente pour les uns, inconsciente pour les autres, qui s'était faite dans les esprits à cette époque, qui montre bien aussi le pouvoir attractif de la nouvelle doctrine, puisqu'un honnête militant comme Delessale pouvait tranquilliser sa conscience anarchiste par le grossier mensonge qu'il nous rapporte plus haut, mensonge qui provoque les éclats de rire de ses camarades ! »(96)

La révolution russe de 1905

Nous n'allons pas ici analyser les événements qui débute par le massacre des manifestants venus remettre une pétition au Tzar, le dimanche 7 janvier 1905, à Saint-Petersbourg et qui s'achèvent, en décembre de la même année, par l'insurrection de Moscou, écrasée elle aussi dans le sang. Ce qu'il faut retenir des événements, c'est que

la grève générale révolutionnaire qui était jusque-là une idée abstraite devient une réalité concrète. Les événements de Russie sont, en effet, ponctués de mouvements de grèves jusqu'ici inconnus, prenant tout à tour un sens économique et politique. Plus d'un million de grévistes ont contraint le Tzar à renoncer au principe autocratique, donnant à la Russie sa première constitution. Mais les grévistes obtiennent aussi, dans certains cas, une réduction de la journée de travail et des hausses de salaires. D'autre part, le mouvement s'est étendu dans les campagnes et va contraindre le pouvoir à entreprendre une réforme agraire (97).

Nous avons vu antérieurement, comment l'idée de conquête du pouvoir politique avait entraîné les sociaux-démocrates dans une stratégie électoraliste. L'obtention du suffrage universel, puis la conquête de la majorité de l'électorat, leur apparaissant comme le seul moyen réaliste d'arriver au socialisme. Les événements de 1905 changent les données du problème. Des marxistes comme Rosa Luxembourg, Lénine ou Trotski envisagent alors, chacun à leur manière, la grève générale comme une étape préparant l'insurrection (98), la conquête du pouvoir par les socialistes. Ce thème sera débattu lors du VIIe congrès socialiste de Stuttgart, en août 1907, où la grève générale est alors envisagée comme une arme politique à utiliser notamment en cas de guerre. Après 1905, il devient évident que, sur un plan théorique en tout cas, le champ révolutionnaire n'est plus le monopole des anarchistes.

La préparation du congrès

La volonté d'établir des relations durables entre les anarchistes des différents pays, qui s'était manifestée autour du congrès manqué de 1900, est aussi à l'origine de celui d'Amsterdam. Les sources disponibles montrent que nous n'avons pas affaire à un mouvement structuré qui décide périodiquement de se réunir, mais à une initiative qui part de quelques groupes et qui se propage ensuite.

L'idée du congrès, nous dit-on, était née « presque simultanément, dans l'esprit des compagnons belges et hollandais. Dès sa fondation (1905) la Fédération des communistes libertaires de Hollande avait émis le vœu de voir s'établir entre les anarchistes des relations internationales. Ce vœu, le jeune groupement communiste libertaire de Belgique songeait de son côté à le réaliser » (99).

Pour les Hollandais, nous avons affaire à une douzaine de groupes. Ceux-ci ont en commun un périodique bimensuel, *De Vrije Communist* (le communiste libertaire, de La Haye). Depuis la fondation de la Fédération, ils se sont réunis deux fois en assemblées générales, à Utrecht, le 23 septembre 1906 et à Haarlem, le 28 avril 1907. Les membres de la Fédération sont « partisans de l'action collective ». Ils se déclarent à la fois « anarchistes, communistes et syndicalistes » (100), mais ils ne représentent qu'une minorité des anarchistes hollandais. Un intervenant au congrès, G. Rijnders, déclare à ce propos « que les groupes non fédérés sont beaucoup plus nombreux que les groupes fédérés » (101).

Le problème était le suivant : F. Domela Nieuwenhuis, le plus populaire des anarchistes hollandais (102), était devenu assez individualiste. Il était favorable aux groupes libres et indépendants, ne coopérant que pour des objectifs concrets et opposé à une organisation anarchiste nationale. D'autre part, la première centrale ouvrière hollandaise (NAS), de tendance syndicaliste révolutionnaire, avait connu un important échec (103) en 1903 et ses effectifs avaient fondu (10'526 membres en 1902, plus que 3'250 en 1906). Dès 1906, le NAS doit aussi faire face à une nouvelle centrale syndicale concurrente, fondée par les syndicats socialistes liés au parti social-démocrate hollandais. Celle-ci, très réformiste, voit ses effectifs augmenter rapidement. Or les

militants la Fédération des communistes libertaires de Hollande étaient justement ceux qui s'employaient à stimuler le NAS par leur propagande et leurs travaux théoriques. Les membres du groupement communiste libertaire de Belgique (GCL) sont aussi partisans de l'organisation « bien que convaincus qu'une organisation quelconque ne possède en elle-même, qu'une force émancipatrice relative » (104). Le GCL est lui-même constitué de plusieurs sections et « chaque section se réunit au moins une fois par mois. Le GCL se réunit en assemblées générales au moins une fois par an » (105). Constitué en 1905 lui aussi, il publie un organe hebdomadaire *L'Emancipateur* (106). La pression d'anarchistes individualistes(107) semble moins forte en Belgique qu'en Hollande. Le syndicalisme n'est pas mentionné par les Belges; l'objectif déclaré du GCL étant la propagande communiste-anarchiste. Toutefois le rapport présenté au congrès signale qu'Henri Fuss, de Liège, publie l'*Action directe*, un organe de propagande syndicaliste-révolutionnaire. Or c'est le même Henri Fuss qui prend la responsabilité de publier le bulletin de propagande gratuit pour le congrès. Outre les Belges et les Hollandais, les premiers groupes qui adhèrent au projet (108) sont la Fédération anarchiste d'Allemagne, la Fédération anarchiste de Bohême et la Fédération des anarchistes parlant le jeddish (yiddish) de Londres. Ici une remarque d'ordre général s'impose. L'initiative part de groupes jeunes, d'orientation anarchiste communiste, partisans de l'organisation et du syndicalisme. Elle touche, dans un premier temps, des fédérations qui ont certes un certain poids, mais qui sont relativement « périphériques » et dont l'influence extérieure est limitée, ne serait-ce que pour des raisons de langues (109). En tout cas l'initiative ne vient pas des têtes de file de l'anarchisme. Elle ne vient pas non plus des pays du sud de l'Europe où les groupes sont traditionnellement plus importants. Cornélissen s'exprime sur ce point, dans un appel lancé dans *l'Almanach de la Révolution* : « je suis sûr d'être l'interprète des camarades qui concourent à l'organisation du congrès si je déclare que nous ne pourrions être plus heureux que de voir en 1907, à Amsterdam, les pays méridionaux nous donner encore une fois le bon exemple de l'élan révolutionnaire et libertaire, et de rencontrer autant de camarades français, suisses, espagnols, italiens que d'Allemands, d'Anglais, de Belges, de Hollandais ou de Tchèques » (110). L'attente est particulièrement manifeste vis-à-vis de la France. « Nous comptons vivement, dans les pays du Nord, que les groupes communistes anarchistes, les syndiqués révolutionnaires, les délégués de colonies communistes, des journaux et revues libertaires, etc. viendront aussi de tous les côtés *de la France* (souligné par nous) en nombre considérable » (111) ajoute-t-il.

Un objectif du congrès : créer une internationale

L'objectif poursuivi s'affiche dans le titre même du bulletin de propagande, publié par le Belge H. Fuss, puisque celui-ci s'intitule *Bulletin de l'internationale libertaire*. Son premier éditorial adressé « aux anarchistes » affirme que « l'Internationale libertaire sera créée d'ici quelques mois » même si « seul le congrès d'Amsterdam aura qualité pour l'édifier et lui donner les formes et l'allure qui lui conviennent » (112). Cette façon de proclamer les résultats d'une rencontre avant qu'elle n'ait lieu fut diversement appréciée. Les individualistes de Paris, par la voix de *L'Anarchie* ne manquèrent pas de relever la contradiction et de railler l'enthousiasme des Belges en déclarant « voilà donc le congrès d'Amsterdam mué en Père Eternel. (...) sa baguette magique sera la majorité. Lui seul a qualité pour codifier libertairement. A quand les prochaines exclusions » (113). Plus sérieux, Amédée Dunois signale aux Belges qu'ils anticipent

les résultats du congrès et leur reproche aussi de vouloir « s'assigner pour objet l'organisation de toutes pièces (et par en haut, ce qui est bien un peu gouvernemental !) d'une Internationale nouvelle... » (114).

Le nom du congrès

Dans ce même article, Dunois soulève un autre problème, celui du nom que les organisateurs veulent donner au congrès : « congrès ouvrier libertaire et communiste international ». Pour Dunois, « ce titre est long (...) vague ; voulant embrasser trop, il étreint mal ». De plus « l'adjectif libertaire ne manque pas seulement de bravoure mais de netteté et de force ». Il exprime aussi « une objection plus grave. — Est-il exact que le congrès *anarchiste* d'Amsterdam sera un congrès *ouvrier* ? Pas le moins du monde. Il viendra à Amsterdam des congressistes de toutes les classes (...). Les questions qu'on y débattrait, ne seront pas spéciales aux travailleurs (...). Ainsi ni par sa composition, ni par son objet, le congrès d'Amsterdam n'aura le 'caractère ouvrier'. (...) Le congrès anarchiste international d'Amsterdam ne réunira pas les délégués d'une classe, mais les militants d'une idée » (115).

Les remarques de Dunois semblent avoir eu un écho, puisque c'est le titre « congrès anarchiste » qui est finalement adopté. Mais évoquons d'abord la chronologie des changements de nom.

Dans le *Bulletin de l'internationale libertaire* n° 2, de novembre 1906, il est d'abord question d'un « congrès anarchiste international ».

Cornélissen, dans son article pour l'*Almanach illustré de la Révolution*, parle d'un « congrès ouvrier révolutionnaire et libertaire international » (116), soit le titre du congrès de 1900 avec le mot « libertaire » en plus; ce qui témoigne de sa volonté d'inscrire cette rencontre internationale dans la continuité de celles auxquelles il avait participé antérieurement. « En 1907, il s'agira de continuer l'œuvre entreprise en 1900, c'est-à-dire de discuter des rapports venus de tous les coins du monde (...) et de chercher ensemble les meilleurs moyens de propagande révolutionnaire et libertaire » (117).

La dénomination : « congrès ouvrier libertaire et communiste international » apparaît dans le supplément au bulletin n° 3, de février 1907 et c'est à partir du bulletin n° 4, de mai 1907, que le titre « congrès anarchiste international » est définitivement adopté.

Anarchiste ou libertaire ?

Les mots ne sont pas neutres et ils n'ont pas le même sens suivant qui les utilise. Nous avons vu ci-dessus que le nom d'anarchiste fut attribué aussi bien aux communistes-anarchistes, disciples de Bakounine et de Kropotkine, qu'à des socialistes révolutionnaires qui ne s'identifiaient pas nécessairement à cette appellation.

Nous constatons maintenant que certains *anarchistes* se moquent du projet d'Internationale défendu par des groupes *libertaires*, alors que des fédérations *anarchistes* y répondent favorablement. Essayons de comprendre les enjeux du problème.

Une clé nous est donnée, une fois encore, par Cornélissen. Dans un article écrit en 1905, il nous explique pourquoi les membres de la nouvelle Fédération des communistes libertaires de Hollande ont renoncé à s'appeler anarchistes. « Les révolutionnaires hollandais, pour la plus grande partie accepteraient volontiers ce titre; dans le pays, ils sont désignés sous le nom 'd'anarchistes' par tous leurs adversaires. Et

de même que les ‘gueux’ acceptaient volontiers jadis l’épithète que leurs ennemis leur avaient lancée, personne de nous ne s’opposerait au titre d’anarchiste (...). Mais nous avons en Hollande des ‘anarchistes’ de toutes nuances : des anarchistes mystiques, tolstoïens et chrétiens; des anarchistes individualistes; autant de fractions différentes qui n’ont avec les aspirations et la tactique de propagande des révolutionnaires communistes que très peu d’analogie ». C’est donc pour « préciser plus encore le caractère du nouveau mouvement [que] les promoteurs de l’entente se sont qualifiés de *Communistes libertaires* » (118). Tout au long de son article, il insiste sur la nécessité d’organiser le mouvement ouvrier dans une perspective révolutionnaire et il fustige l’esprit individualiste, facteur de désorganisation, d’abord des syndicats puis du mouvement libertaire et révolutionnaire en Hollande (119).

La jeunesse libertaire italienne ressentit, elle aussi, la nécessité de mettre en rapport le titre donné au congrès et le rejet de l’individualisme, mais pour elle, l’utilisation du terme libertaire ne facilitait pas spécialement la compréhension. Voici de qu’elle en dit : « Le qualificatif de ‘libertaire’, ajouté à ce congrès ne doit pas engendrer d’équivoque. Il est maintenant avéré que la grande partie des anarchistes sont communistes (désignés communément en Italie sous le nom de socialistes-anarchistes) et que seulement un nombre très restreint d’individus professent encore un anarchisme tout à fait propre et original, (...) qui accepte bouche bée, sans les comprendre, les abstruses définitions de Nietzsche et de Stirner et qui (...) proclame infaillible son propre dogme... » (120)

En choisissant l’adjectif *libertaire* pour désigner leur propre fédération, les compagnons hollandais voulaient donc se différencier d’autres anarchistes. C’est pour cela qu’ils souhaitaient organiser un congrès *libertaire* international. Sans doute voulaient-ils aussi que ce congrès soit un congrès *ouvrier*, afin d’encourager les syndicalistes du NAS, en leur faisant rencontrer d’autres ouvriers libertaires.

Les termes « anarchiste » et « libertaire » bien que souvent synonymes ne recouvrent pas, dans le cas qui nous intéresse, les mêmes réalités. Le terme anarchiste apparaît comme plus vaste, puisqu’il peut être appliqué aussi bien aux individualistes, aux adversaires de l’organisation qu’à ses partisans. En l’utilisant, en convoquant un congrès *anarchiste*, on ratisait plus large, on revendiquait la légitimité, l’héritage de tout le mouvement.

En revenant à la remarque de Dunois, nous voulons bien admettre que l’adjectif anarchiste peut être considéré comme plus subversif, plus prestigieux, plus révolutionnaire... mais certainement pas qu’il embrasse bien ou qu’il étire mieux que celui de libertaire. C’est plutôt le contraire, pour la Hollande en tout cas. Le congrès anarchiste allait-il répondre aux attentes des libertaires hollandais ? C’est ce que nous essaierons de voir maintenant.

Le congrès

Quelques mots tout d’abord sur le meeting international qui a lieu la veille du congrès, le dimanche 25 août, dans un jardin public. Là, devant un millier de personnes, plusieurs orateurs prennent la parole. Deux d’entre-eux évoquent le « congrès social-démocratique de Stuttgart » qui vient de se terminer. L’Autrichien Pierre Ramus (121) pour montrer que « seuls, les anarchistes étaient restés fidèles à la cause de la révolution » (122) et le Français René de Marmande (123) pour affirmer le congrès de Stuttgart est une « banqueroute » et que « seuls les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes détiennent en leurs mains la force qui créera l’avenir » (124). Une affirmation bien optimiste face à la petite foule venue écouter les anarchistes. A Stuttgart, un meeting public avait réuni 60’000 participants !

Nous ne savons pas si, une fois encore, les anarchistes avaient volontairement souhaité se mesurer à leurs rivaux de la deuxième Internationale. Mais en tous cas, la différence d'ordre de grandeur des meetings publics organisés par les uns et par les autres est éloquente, malgré l'optimisme affiché de de Marmande.

Pourtant il serait faux d'en conclure, qu'en 1907, l'anarchiste est une espèce en voie de disparition. Les différents rapports sur l'état du mouvement, présentés au congrès, témoignent plutôt d'un mouvement en expansion, et presque tous font référence au syndicalisme. Voyons plutôt.

Nous avons déjà parlé des groupes belges et hollandais. Relevons ici quelques éléments des rapports présentés sur le mouvement anarchiste dans les autres pays.

Le rapport sur la Suisse romande de Jean Wintch de Lausanne, lu par Amédée Dunois, peut être comparé à celui du groupe révolutionnaire de Lausanne publié en 1900, par le supplément littéraire des *Temps Nouveaux*. Celui-ci expliquait qu'à la fin du siècle dernier les communistes-anarchistes n'étaient plus que quelques « vieux internationalistes, perdus dans la masse des chauvins » (125). En 1907 le mouvement apparaît comme beaucoup plus actif. Wintch déclare que « la Fédération communiste-anarchiste de la Suisse romande compte 200 membres presque tous prolétaires (...). Leur principale activité se dépense donc au sein des syndicats [qui] sont entrés depuis deux ou trois années dans les voies du syndicalisme révolutionnaire » (126). Le rapport se termine par un récit des grèves vaudoises de mars 1907. Mouvement « mémorable » et spontané, mais qui prit au dépourvu les anarchistes. Ceux-ci se trouvèrent alors dans l'impossibilité de lui donner « un caractère plus accentué de guerre sociale » (127).

K. Vohryzek de Bohême signale qu'« après les mouvements français et espagnols c'est peut-être notre mouvement anarchiste tchèque [qui est] le plus puissant d'Europe » (128). Les anarchistes tchèques se déclarent « syndicalistes » mais le syndicalisme n'est pour eux « qu'un moyen d'action et non une fin ». Ils y voient « un instrument de propagande anarchiste ». Les syndicats des tisserands et des mineurs du nord de la Bohême sont sous leur influence et « la plupart de ces syndicats sont doublés d'un groupe anarchiste » (129).

Après un bref historique de leur mouvement, les américains Max Baginsky et Emma Goldman mettent surtout en évidence le travail de propagande effectué, par le biais de différentes publications, au sein de nombreuses communautés d'émigrés. Emma Goldman estime que c'est en partie sous l'influence des idées anarchistes que « la classe ouvrière, tend de plus en plus, surtout dans l'Ouest, à abandonner le vieux trade-unionisme (...) pour marcher dans les voies du syndicalisme révolutionnaire » (130).

Rudolf Lange présente, pour l'Allemagne, un mouvement en plein essor, après une stagnation de 1898 à 1904. Par contre « le syndicalisme révolutionnaire est encore dans les limbes ». Lange porte ses espoirs sur les syndicats « localistes », c'est-à-dire ceux qui n'appartiennent pas aux fédérations nationales de métier. Il espère que la décision que les sociaux-démocrates prendront à leur sujet, lors de leur prochain congrès donnera « la première impulsion à un syndicalisme calqué sur celui de la Confédération générale du travail en France » (131).

Rudolf Rocker (1873-1958) présente le mouvement anarchiste juif de l'East-End de Londres. Voyons tout d'abord qui est Rocker. Il s'agit d'un Allemand, né dans une famille catholique, qui a appris le yiddish pour défendre des pauvres parmi les pauvres, les travailleurs immigrés juifs en Angleterre. Né à Mayence, Rocker a appris le métier de relieur. En 1890, il adhère au parti social-démocrate, mais il en est rapidement exclu. En 1891, son tour de compagnon l'amène à Bruxelles où il assiste au congrès socialiste international. C'est de là que date son adhésion à l'anarchisme. Impressionné par Domela Nieuwenhuis, il décide de ramener en Allemagne des brochures clandestines confiées par des anarchistes allemands. Son retour au pays sera de courte durée.

Menacé d'arrestation à l'issue d'un meeting de chômeurs qu'il avait organisé, Rocker s'exile à Paris en décembre 1892. Là, il participe au Club des socialistes indépendants, un groupe constitué surtout d'exilés allemands. C'est dans ce cadre qu'il se lie d'amitié avec Max Baginsky qui passe par Paris avant d'émigrer aux Etats-Unis et Jean Wilquet (1866-1940) qui est comme lui originaire de Mayence. Ces trois participants au congrès de 1907 se connaissent donc de longue date.

En 1894, en butte à la police française, Rocker s'exile à Londres alors terre d'asile de bon nombre d'anarchistes. Il y rencontre Malatesta, Louise Michel... mais surtout il va se lier au mouvement anarchiste juif. C'est sa compagne Milly Witkop qui l'introduit dans ce milieu dont il va devenir, un peu malgré lui, le leader. A Paris où il se rend chaque fois qu'il en a l'occasion, Rocker s'imprègne des idées syndicalistes révolutionnaires. A Londres, il les met en pratique parmi les travailleurs juifs. Tour à tour orateur, journaliste, éditeur de journaux et brochures, Rocker est très actif (132).

Venons-en maintenant aux travailleurs juifs vivant en Angleterre. C'est en 1886 qu'a débuté, parmi eux, la propagande anarchiste. Originaires pour la plupart de Russie orientale, leur mouvement se développe au gré des vagues d'immigrants que provoquent les pogroms en Russie. D'abord confondu avec l'athéisme, l'anarchisme développe dans leurs rangs, à l'époque qui nous intéresse, « les côtés sociaux et révolutionnaires de sa doctrine » (133). Rocker fait état de l'influence de la révolution russe de 1905. Durant les événements, de nombreux compagnons sont rentrés au pays ou ont soutenu financièrement l'action révolutionnaire en Russie. Rocker parle aussi de syndicalisme. Entre 1904 et 1906, plusieurs grèves importantes, lancées par les syndicats juifs aboutissent à des succès. Parfois les syndicats anglais se montrent solidaires. Sur les quatorze syndicats ouvriers juifs de Londres, huit « sont révolutionnaires et l'influence des anarchistes peut y être considérée comme prépondérante » (134).

Karl Walter présente les anarchistes anglais. Ceux-ci ne constitueraient pas un véritable mouvement. Mais il y a des petits groupes relativement influents. Presque tous les travailleurs manuels anarchistes sont adhérents à des trade-unions où ils sont, à quelques exceptions près, peu influents. Autre cas de figure : certains anarchistes, également syndicalistes révolutionnaires, refusent de participer aux trade-unions existantes. Ils ont récemment créé leur propre organisation : l'« Union of Direct Actionnist » qui regroupe huit petits syndicats.

Pierre Mougitch de Belgrade fait état des difficultés des anarchistes serbes et signale qu'ils « essaient d'implanter les idées syndicalistes révolutionnaires dans les syndicats fondés par les social-démocrates » (135).

Nicolas Rogdæf parle du développement récent (depuis cinq ans) du mouvement anarchiste en Russie. Il existerait une bonne cinquantaine de groupes, divisés en deux courants principaux : « le premier est le courant syndicaliste : les camarades qui en font partie ont fondé des syndicats de sans-travail dont l'objectif est d'obliger le gouvernement à donner du travail et qui emploient l'action directe. Le second est le courant anti-syndicaliste : les camarades de ce courant sont partisans de l'organisation, mais seulement entre anarchistes; ils ne croient pas au mouvement ouvrier ni à la lutte de classes » (136).

La situation italienne que présente Errico Malatesta est particulièrement compliquée, les camarades se divisant « en organisateurs et anti-organisateurs d'une part, en syndicalistes et anti-syndicaliste de l'autre » (137). Malgré tout, Malatesta a bon espoir, car « le prolétariat italien a toujours eu du goût pour l'action révolutionnaire » (138). De plus, l'une des fractions du parti socialiste « celle qui se dit syndicaliste et anti-étatiste » devrait « si elle est logique » (139) rejoindre l'anarchisme.

Les organisateurs avaient prévu un ordre du jour impressionnant, et tous les sujets prévus ne purent être traités, par manque de temps, ou à cause de l'absence des rapporteurs. Ce fut le cas notamment des thèmes comme : la littérature moderne et l'anarchisme; l'anarchisme et la religion; l'anarchisme comme vie et activité individuelle(140).

D'autres thèmes furent seulement abordés sans que le congrès ne parvienne à se prononcer sur la question ou sans être approfondis. Ce fut le cas des sujets suivants : alcoolisme et anarchisme; les libertaires et la langue mondiale (l'Espéranto); l'antimilitarisme : objet sur lequel nous allons maintenant dire quelques mots.

Antimilitarisme : l'incident Domela Nieuwenhuis

Le congrès débute le lundi 26 août. Avant même que l'on fixe définitivement l'ordre du jour, un incident se produit. F. Domela Nieuwenhuis demande « que le congrès détache de son ordre du jour la partie relative à l'antimilitarisme » (141) pour participer le vendredi suivant au congrès de l'Association internationale antimilitariste qui va avoir lieu à Amsterdam (et dont Domela est le secrétaire général). Le compte-rendu nous dit que « cette proposition soulève une émotion considérable surtout parmi ceux des congressistes qui savent que, dès le premier jour, Domela s'est posé en adversaire du congrès anarchiste et l'a combattu de tout son pouvoir » (142).

Nous avons déjà parlé des divergences qui divisent les anarchistes hollandais. Venant d'un homme qui a alors soixante ans, l'intervention faite au début du congrès n'est pas une provocation puérile. Les organisateurs hollandais du congrès sont ses adversaires et son intervention est à comprendre dans ce cadre. La façon dont l'affaire du congrès antimilitarisme va être réglée est donc intéressante pour nous. Elle nous éclaire sur le rôle central que Malatesta va jouer tout au long de la rencontre. Suite à l'intervention de Domela Nieuwenhuis, Malatesta s'efforce d'affirmer la prééminence du congrès anarchiste en déclarant : « ou bien (...) le congrès [antimilitariste] de vendredi, ne réunira que des anarchistes, et alors il fera double emploi avec celui-ci, et je n'en saisis pas du tout la nécessité; ou bien des éléments non-anarchistes, voire même des éléments bourgeois et pacifistes, participeront aussi à ce congrès, et alors notre devoir d'anarchiste est, avant de nous y rendre, de discuter ici-même, entre nous (...) la question de l'antimilitarisme » (143). Malatesta parvient aussi à faire admettre que le congrès anarchiste ne peut préjuger, avant d'en avoir discuté, de sa participation ou non à la rencontre antimilitariste.

Pourtant le vendredi suivant, Malatesta renoncera facilement à ce que le congrès ait une discussion approfondie sur l'antimilitarisme en déclarant que, sur la question « tous les anarchistes sont bien d'accord » (144). Et les deux congrès se réuniront en séance commune, malgré les réserves de Cornélissen qui souhaitait voir les anarchistes prendre position sur cette question après la résolution de Stuttgart (145). Il a été dit que cette résolution « jugée par les historiens comme le plus important document de l'histoire socialiste en matière de guerre se révéla destinée à couvrir les profondes divergences entre les socialistes » (146). On pourrait sans doute en dire autant de la motion anarchiste approuvée sans discussion à Amsterdam. Celle-ci s'oppose de façon très générale à « toute force armée entre les mains de l'Etat : armée, gendarmerie, police, magistrature ». Contre ces institutions tous les moyens sont bons : refus de servir isolé ou collectif, désobéissance passive et active, grève militaire. Et en conclusion les anarchistes « expriment l'espoir que tous les peuples intéressés répondront à toute déclaration de guerre par l'insurrection. Ils déclarent penser que les anarchistes

donneront l'exemple » (147). Incantations dérisoires quand on sait que, la guerre venue, les anarchistes seront complètement divisés sur l'attitude à adopter(148).

Nous tenions à relever l'attitude de Malatesta face à Domela Nieuwenhuis et au congrès antimilitariste. Elle témoigne d'une volonté d'appuyer les organisateurs du congrès anarchiste tout en maintenant une unité du mouvement. Une attitude conciliatrice qui va aussi être la sienne sur le problème de l'organisation que nous allons aborder maintenant.

Le mardi 27 août, au matin, il avait été prévu à l'ordre du jour de discuter de la question du syndicalisme et de l'anarchisme. Mais, en l'absence du syndicaliste anglais John Turner (149), rapporteur annoncé sur ce thème, le congrès décida de traiter en premier lieu la question de l'organisation. Amédée Dunois avait été chargé de présenter ce sujet. L'objectif, nous le savons, était de constituer une Internationale. Il fallait donc légitimer ce projet en réfutant les objections possibles. Selon Dunois, celles-ci pouvaient provenir de deux horizons opposés : l'individualisme et le syndicalisme. Pour conserver une certaine cohérence à notre présentation, nous ne traiterons ici que du conflit entre individualisme et organisation, tel qu'il apparaît dans l'exposé de Dunois et chez les autres intervenants. Les aspects concernant le syndicalisme et l'organisation anarchiste seront traités ultérieurement.

Le débat sur l'organisation

Dunois commence par évoquer les temps encore proches où « la majeure partie des anarchistes était opposée à toute pensée d'organisation » (150). Il décrit une évolution qui mène à l'isolement, à l'individualisme. Dunois considère que cet épisode constitue une sorte de déviation du projet initial de l'anarchisme. Certains anarchistes « déniaient toute réalité à la lutte de classe, ne consentaient à voir dans la société actuelle que des antagonismes d'opinion... » (151). Or Dunois est partisan de la lutte des classes. Pour lui, l'anarchisme est issu du mouvement ouvrier, de la première Internationale. Il est « une des modalités du socialisme révolutionnaire. Ce qu'il nie, ce n'est donc pas l'organisation (...), c'est le gouvernement (...). L'anarchisme n'est pas individualiste; il est fédéraliste, 'associationniste', au premier chef. On pourrait le définir : le fédéralisme intégral » (152).

Dunois reproche aux anarchistes d'avoir essayé de constituer leur propre idéologie, alors qu'ils auraient mieux fait de se contenter de rester « une protestation abstraite contre les tendances opportunistes et autoritaires de la social-démocratie » (153). Pour conclure, il attribue la crise que connaît l'anarchisme (tout particulièrement en France) à l'absence d'organisation. C'est pourquoi, selon lui, l'objectif des anarchistes doit être de regrouper « autour d'un programme d'action pratique » (154), non pas tous ceux qui se réclament de l'idée d'anarchie, mais ceux qui sont prêts à travailler ensemble.

Dans le débat qui suit l'intervention de Dunois, on ne va pas discuter de ses arguments, ni de sa conception de l'anarchisme, de l'éventuel programme ou des modalités pratiques d'une organisation internationale anarchiste, mais d'un point particulier, celui du vote. L'un des participants, le Belge Georges Thornar, soulève une question de principe. Il se déclare opposé à tout scrutin et demande au congrès de reconnaître qu'il a agi déraisonnablement, la veille, en votant sur la proposition de Domela Nieuwenhuis... Finalement on se met d'accord pour reconnaître que le vote n'a pas un caractère décisionnel, mais qu'il n'est qu'un moyen de connaître l'importance des opinions en présence. Un sondage, dirions-nous aujourd'hui.

Le mardi après-midi, la parole est à l'individualiste H. Croiset d'Amsterdam. Son exposé donne une assez bonne idée du fossé qui divise alors les anarchistes individualistes et ceux qui sont partisans de l'organisation. Croiset commence sa démonstration par une définition de l'anarchie et non de l'anarchisme comme l'a fait Dunois. Celle-ci sera, d'après lui, « un état social dans lequel l'individu trouvera la garantie de sa liberté intégrale (...) dans lequel il sera donné à l'individu de vivre sans restriction d'aucune sorte » (155). La devise de Croiset c'est : « moi, moi, moi... et les autres ensuite ! » (156). Opposition à toute organisation permanente, retour à une prétendue pureté ancienne des idées, tel est le credo de Croiset. Devenir pratique, s'organiser ? C'est une « vaine ambition » qui ne peut mener les anarchistes qu'à « se réconcilier avec l'autorité elle-même » (157).

Les interventions des orateurs qui suivent portent sur les possibilités de concilier la liberté individuelle et l'organisation, et il serait rébarbatif d'analyser ici toutes les nuances des opinions qui se manifestent sur le sujet. Il faut toutefois s'arrêter sur l'intervention de Malatesta qui, pour clore la discussion, essaie de manière assez habile, à la fois d'imposer le principe de l'organisation et de rassembler tout le monde.

Malatesta prétend d'abord que tout ce débat n'est qu'une querelle de mots et que « sur le fond même de la question (...) tout le monde est d'accord » (158), car dans la pratique les anti-organiseurs s'organisent, parfois même mieux que les autres ! Il dit aussi qu'« il arrive qu'on rencontre beaucoup plus d'autoritarisme effectif dans les groupements qui se réclament bruyamment de la 'liberté absolue de l'individu', que dans ceux que l'on regarde ordinairement comme autoritaires parce qu'ils ont un bureau et prennent des décisions » (159), et termine son intervention sur la nécessité de constituer une Internationale anarchiste. Chose qui sera réalisée, du moins sur le papier, le lendemain.

L'attitude extrêmement conciliatrice de Malatesta est confirmée par ce qu'il a écrit, à propos de ce débat : « Il y eut des camarades (principalement Creuze (sic) d'Amsterdam) qui insistèrent sur les droits de l'individu, sur la libre initiative et les dangers de l'oppression de l'individu par la collectivité et il y en eut (principalement Dunois) qui insistèrent par (sic) l'idée de solidarité, de coopération, d'organisation. Mais les différences ne dépendaient que du point de vue où chaque orateur se plaçait, et je ne sus découvrir dans tout ce qui fut dit aucune dissension fondamentale. Et tel dut être l'impression de tous les congressistes, si l'on peut en juger par l'accueil favorable que je reçus quand je fis remarquer cet accord général » (160).

Et bien nous ne sommes pas si sûrs que Malatesta croyait vraiment à l'inexistence de dissensions fondamentales. Il y avait en tout cas un participant qui dut difficilement être convaincu par le tour de passe passe auquel s'était livré Malatesta. Et cet homme lui était très proche, nous voulons parler de Luigi Fabbri (161).

En prévision du congrès anarchiste italien de Rome (16-20 juin 1907) et de celui dont nous nous occupons, Luigi Fabbri avait rédigé un rapport sur l'organisation anarchiste. Dans ce rapport, il affirme l'impossibilité d'une entente entre les partisans de l'organisation, dont il fait partie, et les individualistes. « ...la division qui existe sur ce point chez les anarchistes est beaucoup plus profonde qu'on le croit (...). Je dis cela pour répondre aux bons amis de l'entente à tout prix qui affirment : 'nous ne faisons pas de problème de méthode ! L'idée est une seule, le but est le même; nous sommes donc unis sans nous déchirer pour un petit désaccord sur la tactique'. Et, au contraire, je me suis rendu compte depuis longtemps que nous nous déchirions justement parce que nous sommes trop voisins, et que nous le sommes artificiellement. Sous le vernis apparent de la communauté de trois ou quatre idées — abolition de l'Etat, abolition de la propriété privée, révolution, antiparlementarisme — il y a une différence énorme (...). La différence est telle qu'on ne peut pas prendre la même route sans se quereller, sans

neutraliser notre travail réciproquement, (...) sans renoncer chacun à ce qu'il croit être la vérité »(162).

Pourquoi Malatesta, qui était nécessairement informé des oppositions existantes, tenait-il tant à faire prévaloir l'unité, ou du moins l'apparence d'unité du mouvement anarchiste. C'est ce que nous allons essayer d'expliquer maintenant.

Jean Maitron a écrit qu'au congrès de 1907, Malatesta « apparaissait comme le gardien vigilant de la pure doctrine anarchiste »(163). Peut-être qu'une majorité des participants a eu cette impression. Impression que le doyen(164) du congrès voulait sans doute donner. Cependant, il serait faux de croire qu'il y avait à l'époque une pure doctrine anarchiste et que Malatesta en ait été le réceptacle. Voyons qui était Malatesta et quelles étaient ses idées à ce moment-là.

Malatesta

Errico Malatesta (1853 - 1932) est né dans la région de Naples. Ses parents appartenaient à la classe moyenne. Rebelle précoce, une lettre anti-monarchiste écrite au roi Victor Emmanuel, lui vaut sa première arrestation à l'âge de quatorze ans. Il termine son lycée en 1869 et commence des études de médecine qu'il n'achèvera pas. L'année suivante, ses parents meurent et il vit désormais sous la tutelle d'une tante qui lui laisse beaucoup de liberté. Après les événements de la Commune de Paris, il adhère à la section napolitaine de l'Internationale, dont il devient rapidement le secrétaire. En septembre 1872, à Zürich, il rencontre Bakounine pour la première fois. Avec ce dernier, il participe aux différentes réunions de constitution de l'Alliance des révolutionnaires socialistes. Il se rend aussi au congrès de Saint-Imier.

Ce premier séjour en Suisse est le début d'une série de périples entre l'Italie, la Suisse, l'Espagne... pour propager et soutenir les thèses de l'Internationale anti-autoritaire et pour trouver des appuis en vue d'un mouvement insurrectionnel en Italie, que Malatesta considère comme imminent. Après la tentative du Bénévent, dont nous avons déjà parlé, commence une première période d'exil pour l'ancien étudiant en médecine(165). En Egypte, en Syrie, en France, en Suisse, en Roumanie, en Belgique... partout en Europe il est expulsé. Il trouve finalement asile à Londres en 1881, mais il n'y reste pas longtemps. Chaque fois que des opprimés se révoltent, qu'une insurrection semble imminente, il accourt. L'été 1882, par exemple, on le retrouve en Egypte où, avec d'autres camarades italiens, il tente de participer à l'insurrection d'Arabî Pacha.

En 1885, il s'exile pour l'Argentine où il va vivre jusqu'en 1889. Dans ce pays, il réalise une intense activité de propagande parmi les immigrés italiens, en particulier par la publication du périodique *Questione Sociale*. Il participe aussi à la constitution des premières organisations ouvrières argentines.

Dès son retour en Europe, il se montre un ardent partisan de l'organisation anarchiste. Le périodique qu'il commence à publier à Nice, en septembre 1889, porte un titre évocateur : *L'Associazione*. « Pour Malatesta, l'objectif immédiat était la formation d'un parti socialiste anarchiste-révolutionnaire. Il croyait utile et possible une Internationale libertaire-révolutionnaire unissant les éléments anarchistes révolutionnaires de toutes les tendances »(166). Mais Malatesta est expulsé de France et son projet, qui va à l'encontre de l'esprit anti-organisateur des anarchistes français, passe presque inaperçu.

Malatesta était opposé au spontanéisme, inspiré des théories de Kropotkine, qui dominait alors une bonne partie du mouvement. Il avait rencontré Kropotkine pour la première fois en Suisse, en 1879. Il le retrouve par la suite à Londres et se lie d'amitié avec lui, bien qu'une divergence théorique importante les oppose. Tous deux sont

communistes anarchistes, mais Kropotkine porte surtout ses espoirs sur la Science alors que Malatesta porte les siens sur l'activisme, sur la volonté avant tout. Dans un article écrit en 1925, Malatesta a résumé ses divergences avec Kropotkine. En voici quelques extraits : « Kropotkine, essayant de “donner à l'Anarchie sa place dans la science moderne”, pense que “l'Anarchie est une conception de l'univers, basée sur l'interprétation mécanique des phénomènes qui embrasse toute la nature, y compris la vie de la société”

Cela, c'est de la philosophie (...) ce n'est ni de la science ni de l'anarchisme (...). L'Anarchie (...) est une aspiration de l'homme qui n'est fondée sur aucune nécessité naturelle, véritable ou supposée, et qui pourra ou ne pourra pas être réalisée de par la volonté de l'homme. Elle profite des moyens que la science met à la portée de l'homme (...) elle peut profiter des progrès de la pensée philosophique (...) mais elle ne peut être confondue, sous peine d'absurdité, ni avec la science ni avec un système philosophique. »(167)

Malatesta pensait que l'optimisme de Kropotkine était irréaliste. La spontanéité créatrice, l'appui mutuel, l'abondance à portée de main n'étaient pas, pour Malatesta, des éléments palpables sur lesquels on pourrait compter au moment où la révolution éclaterait.

Pendant de nombreuses années, Malatesta va critiquer périodiquement les thèses de Kropotkine, en évitant soigneusement de se référer à leur auteur, car il veut éviter que les divergences débouchent sur une scission. Selon Nettlau, il existait un accord tacite entre les deux hommes, de ne pas affaiblir le mouvement en insistant sur leurs désaccords(168). La rupture n'interviendra qu'en 1914, à propos de la guerre.

A l'occasion d'une tournée de propagande aux Etats-Unis en 1899, Malatesta a expliqué sa stratégie. A Paterson (New Jersey), où il séjourne durant l'été 1899, il déclare dans une conférence « que si la révolution éclatait en Italie, l'anarchie ne pourrait peut-être pas s'imposer, mais qu'il y aurait face aux anarchistes un gouvernement faible (...) auquel on pourrait imposer toute une série d'obstacles : refus du service militaire, grève des impôts et des loyers, conflits du travail »(169). Pour renverser la monarchie, Malatesta envisage de s'allier avec les socialistes voire avec les républicains. Un programme publié à cette époque(170) synthétise ses conceptions.

Dans ce programme, Malatesta exprime tout d'abord son credo volontariste. Selon lui « la plus grande partie des maux qui affligent les hommes découlent de la mauvaise organisation sociale (...). [Cependant] les hommes, par leur volonté et leur savoir peuvent les faire disparaître »(171). Le projet anarchiste est avant tout, pour Malatesta, un projet éthique. Les anarchistes rejettent la lutte de tous contre tous, ils veulent donner aux hommes « une solution en remplaçant la haine par l'amour, la concurrence par la solidarité »(172).

Historiquement les hommes « ont méconnu les avantages qui pouvaient résulter pour tous de la coopération et de la solidarité »(173) et l'on en est arrivé à l'état actuel « où quelques hommes détiennent héréditairement la terre et toutes les richesses sociales »(174). Mais plus encore que la possession des biens matériels, c'est celle du pouvoir, qui pose problème à l'humanité. Pour l'anarchiste qu'est Malatesta, le gouvernement n'est pas une simple superstructure entre les mains des capitalistes. C'est « une classe spéciale (...) qui, pourvue des moyens matériels de répression (...) se sert (...) de la force qu'elle possède, pour s'arroger des privilèges et soumettre, si elle le peut, à sa suprématie même la classe des propriétaires »(175). Il est donc fondamental, pour lui, de supprimer le gouvernement, car « si l'exploitation capitaliste était détruite, et le principe gouvernemental conservé, alors, le gouvernement (...) ne manquerait pas de rétablir un nouveau capitalisme. Ne pouvant contenter tout le monde, le gouvernement aurait besoin d'une classe économiquement puissante pour le soutenir,

en échange de la protection légale et matérielle qu'elle recevrait de lui. On ne peut donc abolir les privilèges et établir définitivement la liberté et l'égalité sociale, sans mettre fin (...) à l'institution gouvernementale elle-même. »(176)

De cette certitude découle la stratégie qu'il propose. La première tâche des anarchistes est la propagande. Il faut persuader les gens, car le bonheur et la liberté ne peuvent être imposés. Pourtant la propagande ne suffit pas, car le gouvernement ne se laissera pas dépouiller de son pouvoir sans réagir. C'est pourquoi l'affrontement violent est inévitable. Voici concrètement, selon Malatesta, la stratégie que doivent adopter les anarchistes : « Lorsque nous aurons la force suffisante, nous devons, profitant des circonstances favorables qui se produiront, ou les provoquant nous-même, faire la révolution sociale : abattre par la force le gouvernement, exproprier par la force les propriétaires, mettre en commun les moyens de subsistance et de production, et empêcher que de nouveaux gouvernants ne viennent imposer leur volonté et s'opposer à la réorganisation sociale faite directement par les intéressés. »(177)

Pour Malatesta, « l'insurrection victorieuse est le fait le plus efficace pour l'émancipation populaire, parce que (...) la distance, qu'il y a entre la loi (toujours retardataire) et le niveau de civisme auquel est parvenu la masse de la population peut être franchie d'un saut. L'insurrection détermine la révolution, c'est-à-dire l'activité rapide des forces latentes accumulées durant l'évolution précédente [mais] tout dépend de ce que le peuple est capable de vouloir »(178). L'insurrection est une étape nécessaire mais non suffisante vers l'anarchie. Un moment propice durant lequel les anarchistes peuvent peut-être, s'ils en ont la force, s'ils sont assez nombreux, imposer leurs vues. Si après l'insurrection les anarchistes ne parviennent pas à convaincre la majorité, il devront quand même appliquer le plus possible leurs idées, c'est-à-dire : « ne pas reconnaître le nouveau gouvernement, maintenir vive la résistance, faire que les communes, où nos idées sont reçues avec sympathie, repoussent toute ingérence gouvernementale et continuent à vivre à leur manière » (179). A ce propos Malatesta précise : « nous ne savons pas si à la prochaine révolution l'anarchie et le socialisme triompheront; (...) nous aurons sur les événements l'influence que nous donnera notre nombre, notre énergie, notre intelligence, notre intransigeance; et, même si nous sommes vaincus, notre travail n'aura pas été inutile, puisque, plus nous aurons été décidés à atteindre la réalisation de tout notre programme, moins de gouvernement et moins de propriété existeront dans la nouvelle société » (180).

Avant comme après l'étape insurrectionnelle, tout est bon selon Malatesta pour élever la conscience des gens. Ce qu'il faut, c'est que l'action soit produite par la volonté des protagonistes et aussi sous l'influence directe des anarchistes qui doivent être actifs, qui doivent s'appuyer sur la combativité du peuple pour faire adopter leurs idées.

« Nous ne devons pas attendre de pouvoir réaliser l'anarchie; et, en attendant, nous limiter à la propagande pure et simple. Si nous faisons ainsi, nous aurons bientôt épuisé notre champ d'action (...). Et, même si les transformations du milieu élevaient de nouvelles couches populaires à la possibilité de concevoir des idées neuves, cela aurait lieu sans notre œuvre, voir contre, et donc au préjudice de nos idées. Nous devons chercher à ce que le peuple, dans sa totalité et dans ses différentes fractions, réclame, impose et réalise lui-même, toutes les améliorations, toutes les libertés qu'il désire (...) en propageant toujours notre programme intégral... » (181)

A cette stratégie ambitieuse, qui s'appuie sur le volontarisme, sur l'activisme, sur la force des idées et l'aspiration à la liberté, tous les anarchistes actifs, même les plus extravagants (182) pouvaient être utiles.

Malatesta, qui depuis plus de vingt ans était resté dans le mouvement, malgré les divergences qu'il avait avec Kropotkine, malgré l'hostilité qu'avaient rencontré ses

projets d'association, comprenait sans doute l'impatience de ses jeunes partisans. Mais il savait aussi qu'il y avait beaucoup d'indécis, de militants qui n'étaient pas très favorables à l'organisation mais qui n'y étaient pas non plus totalement opposés. C'était le cas par exemple d'Emma Goldman, de Max Baginsky et de Pierre Ramus qui, durant le congrès, s'opposent à la constitution d'un bureau international. Malatesta s'efforce de les rassurer. L'Internationale anarchiste n'est « qu'un lien moral, une affirmation du désir de solidarité et de lutte communes ». Le bureau qui a été nommé n'a « qu'une importance secondaire »(183).

Il nous reste maintenant à voir pourquoi cette unité qui était parvenue à s'imposer, du moins officiellement, à propos de l'organisation, ne put se réaliser sur le thème du syndicalisme.

Le débat sur le syndicalisme

La présentation de la discussion sur le thème « syndicalisme et anarchisme » commence par ces mots : « Mercredi 28 août – Séance du soir. La vaste salle de Plancius est littéralement comble (...) Le camarade Pierre Monatte de Paris, membre du comité de la Confédération générale du travail, à la parole... » (184).

Monatte

Avant de donner les principaux éléments du discours qu'il va exposer devant le congrès et le nombreux public hollandais venus pour l'entendre, présentons brièvement Pierre Monatte. En 1907, il a vingt-six ans. Il est actif dans le mouvement syndical depuis quatre ou cinq ans. Bien que d'origine modeste (il est fils d'un maréchal ferrant) Monatte a obtenu son baccalauréat. De 1899 à 1902, il travaille comme répétiteur de collègue (pion comme il disait lui-même) dans plusieurs villes du nord de la France. A cette époque, il lit assidûment les publications anarchistes. La vie de collègue ne lui convenant pas, en 1902, il rejoint Paris où il se fait embaucher par la librairie de la revue *Pages libres*. C'est là qu'il fait la connaissance d'Emile Pouget et d'Alphonse Merrheim. Dès lors, Monatte apparaît comme un militant très actif. Il participe à la fondation du syndicat des employés de librairie, aux activités des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI), il collabore aux *Temps Nouveaux* et au *Libertaire*. En 1904, il devient correcteur d'imprimerie. Cette même année, Emile Pouget le fait entrer au comité confédéral de la CGT, comme représentant de la bourse du travail de Bourg-en-Bresse(185). En 1905, il est à Lens où il remplace Benoît Broutchoux, alors emprisonné, à la tête de la rédaction de l'hebdomadaire l'*Action syndicale*. Il retourne à nouveau dans le Pas-de-Calais en mars 1906, après la catastrophe minière de Courrières. La grande grève, les manifestations et les émeutes qui suivent le drame ont dû constituer pour Monatte une sorte de baptême du feu de la combativité ouvrière. Il est même arrêté lors d'un affrontement avec la troupe et accusé de collusion avec les bonapartistes (186). Ces événements vécus récemment, nous donnent une idée de ce que pouvait être son état d'esprit à l'époque du congrès. Lui-même s'est expliqué sur les circonstances qui l'ont amené à se rendre à Amsterdam. « J'avais pas mal vagabondé les dernières années : 1905, dans le Pas-de-Calais (...) 1906 pour la grève des mineurs après la catastrophe de Courrières, (...) à la prison de Béthune pour l'affaire du complot; 1907, à Amsterdam, pour le congrès anarchiste international, où *Cornélissen m'avait entraîné faute de pouvoir y emmener des anarchistes de la CGT autrement connus, comme Pouget ou Yvetot.* » (187)

Autrement dit, nous avons affaire à un jeune activiste, venu remplacer des personnalités connues qui n'ont pas pu se déplacer. Monatte n'est pas l'un des artisans du congrès, il est le « représentant » de la CGT invité au congrès. Un militant encore peu connu de la centrale syndicale française, sur qui Cornélissen a dû se rabattre, faute de mieux en quelque sorte (188).

Dans son intervention, Monatte présente les grandes lignes du syndicalisme révolutionnaire : « la doctrine qui fait du syndicat l'organe, et de la grève générale le moyen de la transformation sociale » (189). Il commence par préciser que le syndicalisme révolutionnaire, « à la différence du socialisme et de l'anarchisme qui l'ont précédé » (190), s'affirme avant tout par des actes et non par des théories, c'est pourquoi Monatte se propose de « faire parler les faits » (191). Il déclare que le syndicalisme révolutionnaire renoue avec l'aile anti-autoritaire de la première Internationale, à qui il emprunte l'idée de fédération et celle de grève générale. Il ne manque pas de rappeler l'influence des militants comme Pelloutier, Delesalle et Pouget qui sont les symboles de l'évolution des anarchistes vers le mouvement ouvrier, des militants qui ont contribué à constituer la doctrine syndicaliste révolutionnaire; qui lui ont fait adopter les tactiques qui font son originalité, comme le boycottage et le sabotage.

Tout en insistant sur ce que le syndicalisme français a de commun avec l'anarchisme : le fédéralisme, l'autonomie, l'action directe, l'antiparlementarisme, le projet révolutionnaire... Monatte déclare que celui-ci n'est pas anarchiste. Comme le fait la Charte d'Amiens, il affirme que la CGT n'a pas de doctrine, qu'elle tolère en son sein toutes les tendances, tout en demeurant autonome des partis. Du parti socialiste évidemment, mais aussi des anarchistes. Le syndicat doit être neutre politiquement. Le principe c'est « un seul syndicat par profession et par ville » (192). Avec le syndicat unique, la lutte des classes n'est plus entravée » par les chamailleries des écoles ou des sectes rivales » (193). Désormais, « la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation » (194).

Quant aux anarchistes ils doivent abandonner « la tour d'ivoire de la spéculation philosophique » (195) pour rejoindre le mouvement syndical et faire connaître, dans tous les pays du monde, l'expérience syndicale française. Ils doivent opposer ce syndicalisme neutre au syndicalisme d'opinion, même aux syndicats anarchistes russes. Comme pour prévenir les critiques qui vont être formulées, Monatte termine sa démonstration en évoquant certaines imperfections; par exemple, le fonctionnarisme syndical. Il y a des permanents syndicaux qui « n'occupent plus leurs fonctions pour batailler au nom de leurs idées, mais parce qu'il y a là un gagne-pain assuré » (196). Pourtant les syndicats ne peuvent souvent pas se passer de permanents. Monatte compte sur l'esprit critique pour corriger les défauts de ce genre.

Monatte prétend « faire parler les faits ». Son expérience personnelle de syndicaliste confirme-t-elle ses dires ? Sur un point central en tout cas, on peut répondre par la négative. Chez les mineurs du Pas-de-Calais il n'y a pas « un seul syndicat par profession et par ville ».

En France, depuis 1902, le syndicalisme minier est divisé. Il y a d'une part la Fédération nationale des mineurs, majoritaire et de tendance réformiste qui n'appartient pas à la CGT, et d'autre part l'Union générale des mineurs qui en fait partie. En 1906, les deux entités acceptent le principe de se réunifier au sein de la CGT. Dans la plupart des régions, les syndicats locaux appartiennent en bloc à l'une ou à l'autre des deux organisations et la réunification ne pose pas de problème. Mais dans le Pas-de-Calais, les deux syndicats rivaux se mènent une lutte sans merci.

Le « vieux syndicat », membre de la Fédération nationale, est le plus puissant. Il est dirigé par Emile Basly, député-maire de Lens, un socialiste de tendance millerandiste très opposé à la CGT. Au cours des années, Basly a transformé le « vieux syndicat » en un comité électoral au service de sa carrière politique.

Face à lui, il y a le « jeune syndicat », membre de l'Union générale et donc de la CGT, avec à sa tête Benoît Broutchoux (1879-1944) qui accompagne Monatte à Amsterdam. Broutchoux a connu la vie chaotique des prolétaires révolutionnaires du début de ce siècle. D'abord charretier dans une ferme, puis mineur à Montceaux-les-Mines, l'action directe n'est pas pour lui un vain mot. Sa révolte contre l'Etat et le patronat lui a fait connaître la prison à plusieurs reprises. A la fin de 1902, il se rend à Lens où il participe à la constitution du « jeune syndicat »; une initiative guediste qui évolue rapidement vers le syndicalisme révolutionnaire. En 1903, Broutchoux prend la direction du périodique du « jeune syndicat » le *Réveil syndical* qui devient ensuite l'*Action syndicale*. De 1906 à 1908, il tient un café à Lens et ayant acheté une petite imprimerie, il rédige et imprime lui-même, avec Georges Dumoulin, l'*Action syndicale* qui est hebdomadaire et qui tire entre 3'500 et 5'000 exemplaires, allant parfois jusqu'à 12'000 exemplaires(197). Selon Monatte l'anarchisme de Broutchoux « n'était pas doctrinaire. Il était fait de syndicalisme, d'antiparlementarisme, de libre pensée, d'amour libre, de néo-malthusianisme et de beaucoup de gouaille »(198).

Durant la grève de Courrière, le « jeune syndicat » a connu un véritable essor, qui menace sérieusement le « vieux syndicat ». Il « a pu compter sur un nombre d'adhérents dépassant 1'500 » (199), mais la partie n'est pas gagnée. Le « vieux syndicat » n'est certes pas très actif, mais il dispose d'une implantation bien supérieure, estimée à 6'000 ou 7'000 membres (200). Certes on peut espérer, comme Broutchoux au congrès d'Amsterdam, que « l'évolution qui se dessine (...) dans les milieux ouvriers » (201) va se poursuivre dans le sens révolutionnaire. Le fait est que dans le Pas-de-Calais, les choses ne se passeront pas ainsi. L'été 1908, la Fédération nationale des mineurs rejoindra la CGT par surprise. Pour les syndicalistes révolutionnaires de Lens, ce sera le coup de grâce. » Le « jeune syndicat » survivra encore un peu plus d'un an avec des effectifs de plus en plus théoriques » (202). « Le 2 octobre 1910, l'*Action syndicale*, qui est revenue à l'anarchisme pur et simple, annonce qu'elle fusionne avec le *Combat*, journal anarchiste d'Arras, pour former le *Révolté*. » (203)

Monatte ne fait nullement mention des difficultés qu'il a pu rencontrer à Lens. Son discours est de type idéologique. Il présente le syndicalisme non pas tel qu'il est dans ses contradictions et ses difficultés, mais tel que les dirigeants syndicalistes révolutionnaires de la CGT souhaitent qu'il soit. Impossible pour lui, en 1907, de penser ou en tout cas d'admettre qu'une évolution différente de celle prévue par la doctrine puisse se produire.

La réplique de Malatesta

Parmi les réactions au discours de Monatte, celle de Malatesta est la plus conséquente, mais aussi la plus difficile à comprendre, voyons plutôt.

Malatesta commence son intervention en précisant qu'il est partisan de l'organisation et de l'action des travailleurs. Mais il rejette l'idée suivant laquelle « le syndicalisme se suffit à lui-même ». Pour lui, le syndicalisme n'est pas le « le moyen nécessaire et suffisant de la révolution sociale » (204).

Malatesta propose de préciser les concepts. A son avis, il serait plus juste de parler de mouvement ouvrier que de syndicalisme. Le mouvement ouvrier est « un fait », le syndicalisme est « une doctrine ».

Malatesta est partisan de l'unité et de la neutralité du mouvement ouvrier. Sur ce point, il est absolument catégorique.

«Je ne demande pas des syndicats anarchistes qui légitimeraient, tout aussitôt des syndicats social-démocratiques, républicains royalistes ou autres et seraient, tout au plus, bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même. Je ne veux pas même de syndicats dits *rouges*, parce que je ne veux pas de syndicats dits *jaunes*. Je veux au contraire des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinion, des syndicats absolument *neutres*.» (205)

Malatesta a une conception dualiste du mouvement révolutionnaire. Le mouvement ouvrier est certes pour lui le sujet révolutionnaire, mais il doit avoir en son sein un moteur qui l'entraîne dans la direction voulue. Ce moteur, c'est les anarchistes. Ceux-ci doivent considérer le mouvement ouvrier comme « un terrain propice à la propagande révolutionnaire » (206). Dans la perspective révolutionnaire qui est la sienne, « le syndicalisme [est un] moyen d'action excellent à raison des forces ouvrières qu'il met à (...) la disposition [des anarchistes] » (207). Les syndicats seront également utiles après la révolution. « ...il faut que les anarchistes aillent dans les unions ouvrières (...) parce que c'est le seul moyen pour nous d'avoir à notre disposition, le jour voulu, des groupes capables de prendre en mains la direction de la production... » (208)

Mais bien qu'il assigne au mouvement syndical des objectifs importants dans sa stratégie révolutionnaire, Malatesta en fait une description des plus déprimantes : « le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible – et encore ! – que l'amélioration des conditions de travail » (209). Cette apparente contradiction repose sur la conception que Malatesta se fait de la lutte des classes qui est très différente de celle des syndicalistes révolutionnaires.

Pour le montrer nous allons comparer les propos de Malatesta avec ceux tenus, à la même époque, par les syndicalistes révolutionnaires d'obédience socialiste.

Lors d'une conférence internationale portant sur les rapports entre le syndicalisme et le socialisme, qui a eu lieu à Paris, le 3 avril 1907, Arturo Labriola déclarait : « nous n'avons ni dogmes ni *idéaux* tout prêts à réaliser. L'unique réalité que nous reconnaissons est l'existence de la lutte de classe » (210). Hubert Lagardelle devait préciser ce point de vue dans l'avant-propos du compte-rendu de cette conférence, en attaquant directement les anarchistes : « Le socialisme anarchiste, malgré ses audacieuses révoltes, n'a pas eu des classes et de la lutte de classe une conception claire. Dans sa méconnaissance des choses de l'économie, il s'est adressé à tous les hommes indistinctement et a fait porter son principal effort sur la réforme individuelle par le procédé illusoire de l'*éducation* littéraire, rationaliste et scientifique (...). Le syndicalisme, au contraire, saisit la classe ouvrière dans ses formations de combat. Il la considère comme la seule classe qui puisse, par les conditions de sa vie et les affirmations de sa conscience, renouveler le monde (...) la lutte de classe est parfaite. Aucune des valeurs traditionnelles ne peut survivre à ce travail de destruction progressive. Nous sommes vraiment en face d'une classe qui n'utilise que ses acquisitions et qui est emportée par une formidable volonté de puissance. Elle entend être l'unique artisan de sa destinée et n'avoir de protecteur qu'elle-même. Où trouver force révolutionnaire plus active ? » (211)

Aux yeux de Malatesta la conception syndicaliste révolutionnaire de la lutte des classes est simpliste. Pour lui, ce qui fait la spécificité du système capitaliste, ce n'est pas une contradiction fondamentale entre la bourgeoisie et le prolétariat, mais la lutte de tous contre tous, « la concurrence universelle qui dérive du régime de la propriété privée » (212). Il rejette « la conception selon laquelle les intérêts économiques de tous les ouvriers — de la classe ouvrière — seraient solidaires, la conception selon laquelle il

suffit que les travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts propres pour défendre du même coup les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat » (213). Malatesta rejette même le concept de classe ouvrière. Celle-ci comme la bourgeoisie n'a pas d'unité et est traversée par des différences d'intérêts. « Il n'y a donc pas de classes, au sens propre du mot, puisqu'il n'y a pas d'intérêt de classes. Au sein de la 'classe' ouvrière elle-même, existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte. Les intérêts économiques de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement en opposition avec ceux d'une autre catégorie. » (214) Ne pouvant s'appuyer sur la convergence des intérêts économiques, « la solidarité, dans la société actuelle, ne peut être que le résultat de la communion au sein d'un même idéal » (215).

Ce fait la complexité de la pensée de Malatesta, c'est qu'il insiste sur le contenu idéaliste du projet révolutionnaire, qu'il nie la notion de classe homogène, mais qu'il ne rejette pas le principe de la lutte ouvrière. Le mouvement ouvrier est « un fait » dit-il, mais un fait réformiste par essence. Comme il se produit au sein du système, il ne peut le transformer. « Le syndicalisme, je dis, même s'il se corse de l'adjectif révolutionnaire, ne peut être qu'un mouvement légal, un mouvement qui lutte contre le capitalisme dans le milieu économique et politique que le capitalisme et l'Etat lui imposent. Il n'a donc pas d'issue, et ne pourra rien obtenir de permanent et de général, si ce n'est en cessant d'être syndicalisme, et en s'attachant non plus à l'amélioration des conditions des salariés et à la conquête de quelques libertés, mais à l'expropriation de la richesse et à la destruction radicale de l'organisation étatiste. » (216)

Les anarchistes doivent participer à ce qu'est le mouvement ouvrier, qu'est le syndicat, pour le transformer. « C'est le rôle des anarchistes d'éveiller les syndicats à l'idéal, en les orientant peu à peu vers la révolution sociale... » (217)

Mais paradoxalement, Malatesta, qui se base sur les connaissances qu'il a du mouvement syndical sur le plan international, décrit une évolution qui va en sens inverse. Pour prouver que le syndicalisme n'est pas révolutionnaire, il évoque « les grandes unions nord-américaines [qui] après s'être montrées d'un révolutionnarisme radical au temps où elles étaient encore faibles (...) sont devenues, à mesure qu'elles croissaient en force et en richesse, des organisations nettement conservatrices »(218). Des organisations corporatistes hostiles à « ce prolétariat toujours croissant de sans-travail, qui ne compte pas pour le syndicalisme [et que] nous autres anarchistes (...) devons défendre parce qu'il est le pire des souffrants » (219).

Sur un autre point l'opinion de Malatesta est assez étonnante. Il a saisi au vol la remarque que Monatte a faite à propos des permanents syndicaux. Il émet sur ce point un jugement catégorique. « Règle générale : l'anarchiste qui accepte d'être le fonctionnaire permanent et salarié d'un syndicat est perdu pour la propagande, perdu pour l'anarchisme ! »(220)

Pourtant Malatesta n'est pas opposé au principe même du permanent syndical. « Un anarchiste fonctionnaire permanent et stipendié d'un syndicat est un homme perdu comme anarchiste. Je ne dis pas que quelque fois il ne puisse pas faire du bien; mais c'est un bien que feraient à sa place et mieux que lui des hommes d'idées moins avancées, tandis que lui pour conquérir et retenir son emploi doit sacrifier ses opinions personnelles. » (221) Cette idée restera la sienne tout au long de sa vie. Le syndicat est réformiste, mais en son sein les anarchistes doivent rester purs, doivent être et rester des révolutionnaires. C'est pourquoi certaines tâches leurs sont interdites. En 1925, il écrira par exemple : « s'il faut vraiment transiger, céder, en arriver à des contacts impurs avec l'autorité et avec les patrons pour que l'organisation vive ou parce que les syndiqués en éprouvent le besoin ou parce que c'est là leur volonté, soit. Mais que ce soit les autres qui le fassent et non pas les anarchistes » (222).

Cette stratégie apparaît comme difficilement praticable. C'est un peu comme demander aux anarchistes de marcher dans la boue sans se salir les pieds. Comment avoir une quelconque crédibilité dans un syndicat si on laisse les responsabilités et le soin de mener les négociations aux autres courants politiques ?

Le point de vue de Malatesta peut s'expliquer de deux manières. D'abord, il n'était pas un véritable syndicaliste. A-t-il une fois dans sa vie connu le salariat ? Nous l'ignorons. Ses biographes le décrivent tour à tour comme apprenti mécanicien auprès d'un vieux camarade, chercheur d'or en Argentine, vendeur de sucreries dans les rues de Londres, à nouveau mécanicien ou électricien dans son propre atelier... Mais là n'est peut-être pas l'essentiel.

Monatte n'a pas tort quand il lui attribue « les vieilles idées du blanquisme »(223). Malatesta est avant tout un insurrectionnaliste. Sa stratégie de subversion du mouvement ouvrier ne s'explique que de cette manière.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les propos qu'il tient à propos de la grève générale. La grève générale est « un moyen excellent pour ouvrir la révolution sociale » (224), mais ce n'est pas un moyen suffisant. Les ouvriers en grève mourront de faim après quelques jours ou alors ils devront s'affronter à la troupe pour s'emparer des vivres et « ce sera l'insurrection, et la victoire restera au plus fort » (225). C'est pourquoi Malatesta appelle à se préparer « cette insurrection inévitable » (226).

Notons en passant que la conception de la grève générale que Malatesta critique, n'est pas celle du syndicalisme révolutionnaire. En 1892, Pelloutier et Briand avaient imaginé une grève générale pacifiste. Mais dès 1894, au congrès de Nantes, Pelloutier a abandonné cette idée. Le mouvement qu'il décrit en 1895, dans sa brochure — *Qu'est-ce que la grève générale ?* — n'est certes pas une insurrection, mais un mouvement d'expropriation actif (227). Les syndicalistes révolutionnaires rejettent l'insurrection contre le pouvoir central, trop facile à réprimer militairement, et imaginent un mouvement qui s'attaque à tous les points névralgiques de la société. Une mobilisation multiforme durant laquelle les travailleurs s'approprient leur outil de production. Cette conception n'exclut pas les affrontements violents(228). La propagande antimilitariste à laquelle se consacrent certains d'entre eux, (Yvetot, par exemple) visant par ailleurs à neutraliser l'armée.

Difficile d'imaginer que Malatesta qui était avec Pelloutier lors du congrès de Londres, en 1896, l'ait ignoré. Valait-il la peine de polémiquer avec les syndicalistes révolutionnaires pour une différence d'appréciation minime, portant sur le degré de violence nécessaire au moment de la conflagration révolutionnaire ?

A notre avis, le problème se posait surtout sur un plan pratique. Pour Malatesta, qui se basait sur la situation italienne, mais sans doute aussi sur les événements russes de 1905, la préparation matérielle de l'affrontement était urgente. Si les meilleurs compagnons consacraient l'essentiel de leur énergie à l'activité syndicale, qui donc se chargerait « des mesures spéciales et délicates auxquelles la grande masse est le plus souvent inhabile »(229). Autrement dit, Malatesta et ses partisans avaient besoin de militants décidés et organisés « pour faire acte, en temps voulu, d'initiative révolutionnaire »(230).

Pour qu'elle ait une quelconque chance de succès, la conception stratégique de Malatesta présupposait l'existence d'une part d'une situation pré-révolutionnaire, et d'autre part celle d'une « organisation anarchiste basée sur une théorie et une pratique communes à tous les militants »(231). Si la première condition a pu se rencontrer dans différents pays, à différentes époques, la seconde était, nous l'avons vu, une vue de l'esprit.

On pouvait bien imaginer, comme le faisait l'autrichien Siegfried Nacht, que les « masses, dans la révolution future, constitueront en quelque sorte, l'*infanterie* de

l'armée révolutionnaire [et les] groupes anarchistes, spécialisés dans les besoins techniques (...) l'*artillerie* »(232), encore fallait-il disposer d'autre chose que d'une artillerie qui tirait de façon désordonnée dans toutes les directions.

A la même époque Lénine réfléchissait aussi en termes militaires, mais il avait conçu l'idée d'un état-major centralisé. Le moment venu certains anarchistes en tireront les conséquences... et rejoindront le parti communiste. Mais restons en 1907, au congrès d'Amsterdam.

Une voix discordante

Malgré leurs divergences affichées, les conceptions syndicalistes révolutionnaires de Monatte et celles insurrectionnalistes de Malatesta convergent sur les notions d'unité et de neutralité du mouvement ouvrier. Monatte parce qu'il considère que le syndicalisme doit évoluer, partout comme en France, dans un sens révolutionnaire et Malatesta parce qu'il imagine que le mouvement ouvrier organisé constitue un excellent tremplin pour son projet révolutionnaire.

Pourtant à Amsterdam, une voix discordante, passée quelque peu inaperçue, s'est faite entendre. Cette voix, c'est celle qui suggère qu'il n'existe pas un mouvement ouvrier, un syndicalisme, qui serait réformiste ou révolutionnaire par essence, mais qu'il faudrait plutôt parler de syndicalismes au pluriel.

Dans sa brève intervention, Cornélissen dit ne « désapprouver en rien le discours de Monatte »(233), mais il émet pourtant des réserves sur le syndicalisme. Celui-ci n'est pas, pour lui, révolutionnaire en soit. Cornélissen s'en prend tout particulièrement au principe d'action directe. Celle-ci peut être utilisée dans un but révolutionnaire, et dans ce cas les anarchistes doivent la soutenir, mais elle peut également être employée « dans un but conservateur, voire réactionnaire »(234).

Il y a dans la conception syndicaliste de Cornélissen un contenu éthique qui semble absent tant de la doctrine syndicaliste révolutionnaire, que des théories de Malatesta. Dans ces deux conceptions l'action revendicatrice va, en tant que telle, dans le sens de l'émancipation. L'idée de « gymnastique révolutionnaire » développée par Pouget se retrouve chez Malatesta. Voici ce qu'il en dit dans son « programme » de 1899 : «Quels que soient les résultats pratiques de la lutte pour les améliorations immédiates, leur utilité principale est dans la lutte elle-même. (...) S'ils [les travailleurs] réussissent à obtenir ce qu'ils veulent, ils vivront mieux. Ils gagneront davantage, ils travailleront moins, ils auront plus de temps et de force pour réfléchir aux choses qui les intéressent; ils sentiront soudain des désirs et des besoins plus grands. S'ils ne réussissent pas, ils seront conduits à étudier les causes de leur échec et à reconnaître la nécessité d'une plus grande union, d'une plus grande énergie; et ils comprendront enfin que pour vaincre sûrement et définitivement, il faut détruire le capitalisme(235). La cause de la révolution, la cause de l'élévation morale des travailleurs et de leur émancipation ne peuvent que gagner du fait que les ouvriers s'unissent et luttent pour leurs intérêts.»(236)

Pour les syndicalistes révolutionnaires, l'action directe entraîne dans un mouvement quasi mécanique le prolétariat vers la révolution. Pour Malatesta, elle émancipe les travailleurs en les faisant se prendre en charge; ce qui les rend susceptibles de rejoindre le « parti » anarchiste et ainsi de faire le nombre quand faudra abattre le gouvernement, exproprier les propriétaires, s'opposer à toute réorganisation de l'autorité.

Cornélissen fait preuve d'une connaissance autrement plus fine du phénomène syndical que Monatte ou Malatesta. Il illustre ses réserves vis-à-vis du syndicalisme avec l'exemple des diamantaires d'Amsterdam et d'Anvers qui utilisent l'action directe pour

défendre leurs intérêts corporatistes. Il évoque les trade-unions anglaises ou américaines qui défendent les intérêts de leurs membres contre les travailleurs non qualifiés ou étrangers. Il déclare que les anarchistes ne peuvent approuver « les typos de France et de Suisse [qui] refusent de travailler avec les femmes »(237). Pour Cornélissen, la valeur du syndicalisme ne se mesure pas seulement à sa combativité, elle se mesure également à son contenu et sur ce contenu les anarchistes sont en droit d'émettre des jugements de valeurs.

Malatesta se rapprochera ultérieurement du point de vue de Cornélissen. En 1922, il écrira : «...les syndicats ne mènent pas *naturellement*, de par leur propre force intrinsèque, à l'émancipation de l'homme (...). Je pense qu'ils peuvent produire le mal comme le bien; qu'ils peuvent être, aujourd'hui, des organes de conservation sociale comme de transformation sociale et servir, demain, la réaction comme la révolution; selon qu'ils se limitent à leur rôle propre qui est de défendre les intérêts actuels de leurs membres, ou qu'ils sont animés et travaillés par l'esprit anarchiste qui leur fait oublier les intérêts au profit des idéaux»(238).

Pour conclure le débat sur le syndicalisme quatre motions sont rédigées par différents participants; « malgré leurs évidentes contradictions »(239), elles sont toutes quatre adoptées; chacune d'entre-elles ayant obtenu une majorité de suffrages. Le mode de scrutin choisi : le vote successif de chaque texte visant à ne pas étouffer la minorité.

Il ne faut pas imaginer trouver une stratégie définie dans ces motions, il s'agit plutôt de recommandations et de déclarations de principes. A leur lecture on a le sentiment que chaque rédacteur a tenu à ce que ses principales préoccupations soit mentionnées. Un peu comme si chacun tirait la couverture à soi. C'est tout à fait évident dans la première motion rédigée par Cornélissen, Vohryzek et Malatesta, pour laquelle on nous indique qui est l'auteur de chacun des paragraphes.

Malatesta s'efforce de résumer les thèses qu'il a défendues dans son intervention en affirmant que : « les anarchistes considèrent le mouvement syndicaliste et la grève générale comme de puissants moyens révolutionnaires, mais non comme des succédanés de la Révolution » et que « les anarchistes pensent que la destruction de la société capitaliste et autoritaire peut se réaliser seulement par l'insurrection armée et l'expropriation violente »(240).

Comme les rédacteurs d'autres motions, Cornélissen rappelle que les anarchistes doivent constituer l'élément révolutionnaire des syndicats en insistant sur le fait qu'ils ne doivent soutenir que les manifestations d' « action directe » allant « dans le sens de la transformation de la société »(241).

La motion de Dunois contresignée par Monatte et quelques autres reprend les principaux arguments du syndicalisme révolutionnaire. Elle insiste sur la lutte de classe, l'absence de préoccupation doctrinaire de l'organisation syndicale et la transformation du syndicat en groupe producteur dans la société future.

Cependant, deux éléments nouveaux qui n'ont pas été débattus en congrès apparaissent dans les motions.

Parlant des moyens à mettre en œuvre, en vue de l'émancipation du prolétariat, Raphaël Friedeberg s'oppose aux moyens préconisés par le socialisme marxiste. C'est-à-dire au parlementarisme, mais aussi au mouvement syndical réformiste, parce que « ces deux moyens ne peuvent que favoriser le développement d'une nouvelle bureaucratie »(242).

D'autre part, Cornélissen envisage la possibilité du pluralisme syndical. Il le fait avec une grande prudence en le présentant comme une exception à la règle. « ...le Congrès, en admettant la nécessité éventuelle de la création de groupements syndicalistes révolutionnaires particuliers, recommande aux camarades de soutenir les organisations syndicales générales où ont accès tous les ouvriers d'une même catégorie. »(243)

Cette seule mention de l'éventualité de la division syndicale doit être mise en rapport avec les deux réunions « strictement privées » tenues par les syndicalistes révolutionnaires présents au congrès, que le document nous indique en appendice.

Il s'agit de la reprise d'un article de Dunois publié dans *La Voix du Peuple* de Lausanne(244) dans lequel on peut lire que « le syndicalisme révolutionnaire fait dans tous les pays des progrès incessants ». Il est présenté comme « un nouveau mouvement ouvrier (...) lequel n'a rien de commun avec l'ancien »(245). Comme l'avait défini Monatte dans son rapport et comme le veut la doctrine syndicaliste révolutionnaire, ce nouveau mouvement se considère comme l'avant-garde d'une évolution générale. La discussion porte d'ailleurs sur la possibilité de s'entendre « sans s'occuper des retardataires »(246).

Les participants à ces deux réunions prennent la décision de créer un « Bureau international de presse » chargé de recueillir les journaux ouvriers de tous les pays, de les dépouiller et de retranscrire les informations importantes dans un bulletin « envoyé à tous les centres et journaux corporatifs affiliés au Bureau »(247). C'est Cornélissen qui est chargé de la réalisation de ce bulletin.

Le congrès de 1907 aboutit donc à la création de deux instances distinctes. Le Bureau de correspondance de l'Internationale anarchiste, situé à Londres, dont les membres sont Errico Malatesta, les Allemands Rudolf Rocker et Jean Wilquet, le Russe Alexandre Schapiro(248) et l'Anglais John Turner. Et le Bureau international de presse, pris en charge par Cornélissen. De cette scission de fait, il n'est pas fait mention dans les débats du congrès.

La plupart des participants aux deux réunions privées n'entrent pas dans le cadre qui a été défini par Malatesta. Ils ne sont pas des militants anarchistes qui tentent de subvertir un mouvement ouvrier réformiste ou « neutre ». Mais à l'exception des Français, ils ne font pas non plus partie d'une centrale comme la CGT. Quels que soient les cas de figure nous n'avons pas, dans ce congrès, d'autres syndicalistes qui puissent affirmer appartenir à une centrale syndicale d'orientation révolutionnaire, à la fois majoritaire et neutre politiquement. Pourtant, durant les séances du congrès anarchiste, c'est à peine si la voix de ces syndicalistes-là s'est faite entendre. Aucune discussion sur leurs orientations syndicales, sur leurs pratiques réelles n'a eu lieu publiquement.

Le syndicalisme d'obédience anarchiste s'est manifesté, mais personne n'y a vraiment fait attention. Le tchèque Vohrysek a parlé des syndicats de mineurs et de tisserands du nord de la Bohême qui sont sous l'influence directe des anarchistes. La situation des syndicats ouvriers juifs de Londres, décrite par Rudolf Rocker, est celle d'un mouvement ouvrier dominé par les anarchistes. Le russe Nicolas Rogdæf a parlé de syndicats de sans-travail fondés par les anarchistes. Aristide Ceccarelli, qui représente les compagnons argentins, a signalé que lors du récent congrès de la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA), une grande majorité a approuvé « la proposition faite aux syndicats de contribuer à la propagande du communisme anarchiste »(249).

Nous avons vu que Malatesta avait participé à la création des premières organisations ouvrières argentines, nous pensons qu'il est utile de dire quelques mots sur l'évolution du mouvement ouvrier argentin, car il va tout à fait à l'encontre du principe de neutralité syndicale admis à la fois par Monatte et par Malatesta.

En 1901, les organisations ouvrières de ce pays se sont regroupées en une Fédération ouvrière argentine. Rapidement, en 1902, les éléments socio-démocrates quittent cette fédération pour constituer une éphémère Union générale des travailleurs, créant ainsi la première division du mouvement ouvrier argentin. En 1904, la Fédération prend le nom de FORA et adopte des principes clairement libertaires. En 1905, un congrès recommande à tous ses adhérents de propager, auprès des ouvriers, les « principes économiques et philosophiques du communisme anarchiste ». La FORA préfère se

définir comme une organisation de résistance ouvrière, plutôt que comme une organisation syndicale. Le terme syndicalisme impliquant, pour ses militants, une neutralité idéologique qu'ils rejettent. Les membres de la FORA sont regroupés par profession ou par secteur d'activité, mais l'action de la FORA ne se limite pas au monde du travail. En 1907, elle est à l'origine d'une importante grève des loyers. Jusque dans les années '20, elle restera la principale organisation du mouvement ouvrier argentin, malgré une répression féroce(250).

D'autre part, nous avons des représentants de syndicats minoritaires. C'est le cas de Fritz Kater, président de l'Union libre des syndicats allemands, venu au congrès anarchiste spécialement dans le but « de réaliser à brève échéance l'union des organisations ouvrières qui se donnent pour but l'abolition du salariat et pour moyen la grève générale »(251). C'est aussi celui de l'anglais Karl Walter de l'« Industrial Union of Direct Actionists », une organisation en rupture avec les trade-unions. Quant au NAS, la première centrale ouvrière hollandaise, nous savons qu'elle est devenue minoritaire, mais qu'elle subsiste à côté de la centrale syndicale sociale-démocrate.

Pour la majorité des syndicalistes révolutionnaires, libertaires ou anarchistes présents au congrès, l'unité et la neutralité du mouvement syndical est un mythe qui ne se vérifie pas dans les faits. Nous avons affaire à un mouvement (252) qui existe dans la réalité mais qui n'a aucune légitimité.

La petite phrase de Cornélissen concernant ne passa d'ailleurs pas inaperçue. Dans l'*Humanité* du 26 septembre 1907, Louis Niel de la CGT en fit le commentaire suivant : « nous voilà donc menacés de syndicats anarchistes à côté des syndicats généraux ». Il lui fut répondu par l'*Action-directe* de Liège que « les anarchistes, malgré leurs divergences d'opinions sur le syndicalisme se sont trouvés d'accord unanimement pour repousser les syndicats anarchistes et préconiser la formation de syndicats purement économiques. Dans l'esprit des congressistes d'Amsterdam, il ne s'agissait, pensons-nous, de créer des syndicats révolutionnaires particuliers que là ou les syndicats généraux sont inféodés à un parti politique quelconque. Et le syndicalisme n'est donc point menacé de syndicats anarchistes »(253).

Cornélissen ajoute qu'il a déjà expliqué aux camarades syndicalistes français présents au congrès « qu'ils ne devaient pas trop penser à la situation dans leur propre pays; qu'en France, sans doute, les tendances des syndicats sont révolutionnaires (il ne s'agit nullement d'anarchisme) mais qu'il n'en est pas de même dans d'autres pays : Autriche, Allemagne, Angleterre, Etats-Unis. Il se peut donc que dans ces autres pays un nouveau mouvement syndicaliste de caractère révolutionnaire doive être créé contre un mouvement de tendances trop conservatrices. Or c'est pour cette œuvre éventuelle que le congrès d'Amsterdam a demandé l'aide des camarades anarchistes. »(254) Derrière la modestie et la prudence de Cornélissen on sent tout le poids que représente l'idée d'unité du mouvement ouvrier. Un homme qui, depuis le congrès de Zürich de 1893, a personnellement vécu la mise en marge des antiparlementaires par la deuxième internationale, se trouve obligé de présenter le mouvement ouvrier libertaire comme une exception à la règle unitaire.

Les idées de Monatte comme celles de Malatesta se basent plus sur la représentation qu'ils se font de l'avenir, que sur une analyse précise des différentes réalités rencontrées par les militants. Contrairement à Georges Sorel, la grève générale ou la révolution ne constituent pas un mythe pour eux. Ce sont des projets concrets pour lesquels il faut mettre en place une stratégie adéquate. Si mythe il y a, c'est celui de l'unité : unité de la classe ouvrière, unité du mouvement ouvrier, unité du mouvement anarchiste.

Malgré la description qu'il fait de la division qui existe parmi les travailleurs, malgré son rejet de la notion de classe ouvrière, Malatesta ne peut envisager un mouvement ouvrier divisé car, dans ce cas, le projet révolutionnaire qu'il échafaude cesserait d'être crédible.

Quels enseignements les militants libertaires hollandais du NAS pouvaient-ils tirer du débat qui avait eu lieu au congrès anarchiste d'Amsterdam ? Certainement pas celui de rejoindre le mouvement ouvrier réformiste, soit le syndicat social-démocrate, pour s'en servir de levier lors d'un hypothétique mouvement révolutionnaire, comme le suggérait Malatesta.

Pas plus que les militants du « jeune syndicat » des mineurs du Pas-de-Calais, les syndicalistes libertaires hollandais ne rejoindront le syndicat majoritaire. Ne tenant pas compte des idées et recommandations émises au congrès anarchiste, ils maintiendront leur propre centrale syndicale minoritaire. Celle-ci, qui n'avait plus que 3'250 membres en 1906, dépassera les 50'000 membres en 1920(255).

Dans les années qui vont du début du siècle à la première guerre mondiale, aux Etats-Unis, en Amérique latine, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Suède, en Suisse romande... des syndicats révolutionnaires voient le jour, le plus souvent sous l'impulsion de travailleurs anarchistes. Une histoire comparative de ces différents mouvements reste encore à écrire.

Cornélissen publiera le *Bulletin international du mouvement syndicaliste* jusqu'en 1915. Cet hebdomadaire dont le but était « de renseigner les syndicalistes révolutionnaires sur le mouvement syndical international, donne de très précieux renseignements sur les activités de toutes les centrales syndicalistes révolutionnaires du monde entier (...). Il publie aussi quelquefois des extraits de la presse syndicale ou révolutionnaire (en particulier anarchiste) »(256).

De son côté, le Bureau de l'Internationale anarchiste va publier un *Bulletin de l'Internationale anarchiste*. D'abord mensuel, puis irrégulier, ce périodique s'éteindra au numéro 13, en avril 1910. Les groupes anarchistes rechignant à envoyer des articles, malgré les vibrants appels du Bureau de correspondance. Celui-ci devait relever que malgré ses efforts, son bulletin n'était pas « pour la presse anarchiste ce que le *Bulletin international du mouvement syndicaliste* de notre camarade Cornélissen est pour la presse syndicaliste révolutionnaire »(257).

Un nouveau congrès anarchiste, prévu dans un premier temps pour 1909, sera constamment repoussé. Finalement, les dates 28 août au 5 septembre 1914 seront retenues, mais la guerre empêchera la tenue de la rencontre. L'Internationale anarchiste avait vécu.

Deux des anciens membres de son Bureau de correspondance, Rocker et Schapiro se retrouveront, en décembre 1922, au sein du secrétariat d'une nouvelle Association internationale des travailleurs, de tendance anarcho-syndicaliste, renonçant ainsi publiquement au principe d'unité et de neutralité idéologique du mouvement ouvrier. Mais entre-temps, la guerre et la révolution russe de 1917 avaient opéré une nouvelle distribution des cartes.

Notes

1. Les ouvrages sur le mouvement libertaire espagnol sont très nombreux. Pour une première approche on peut lire en français : José Peirats, *Les anarchistes espagnols - Révolution de 1936 et luttes de toujours*, Toulouse, Repères-Silena, 1989.
2. D'après les souvenirs de Pierre Monatte in *La révolution prolétarienne*, n°347, janvier 1951, p. 17. Si cette information est exacte, Dunois ne manquait pas d'humour car, dans le compte-rendu, il cite ses propres articles de façon tout à fait impersonnelle. Cette modestie est peut-être à mettre sur le compte de ce qu'il estimait être un travail collectif, rédigé par lui certes, mais à partir de notes prises

- par différentes personnes. Nous savons qu'un certain A. Pratelle s'était annoncé pour sténographier les débats du congrès en français et en anglais. Voir *Bulletin de l'Internationale Libertaire*, Herstal-Liège, n°4, mai 1907.
3. Bien qu'il écrive dans un périodique anarchiste, Dunois ne peut être considéré comme un véritable libertaire. En 1908, il décide de servir le syndicalisme révolutionnaire et collabore à la *Bataille syndicaliste*, mais le marxisme, dont il avait eu la révélation en 1905-1906 va le conduire ensuite à un choix capital : en 1912, il adhère à la SFIO et devient collaborateur à *l'Humanité*. Très proche de Jaurès, il est à ses côtés le soir de son assassinat. Après la guerre, Dunois se rallie aux partisans de la III Internationale. Le congrès de Tours le porte au comité directeur du parti communiste. Il sera aussi secrétaire général de *l'Humanité*. Il quitte le PC en 1927, pour rejoindre la SFIO en 1930. Animateur du parti socialiste clandestin et de son journal en zone occupée pendant la seconde guerre mondiale, il est arrêté par la Gestapo et meurt à Bergen-Belsen en février 1945. D'après le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XII, Paris, Editions ouvrières, 1974, pp. 109-113.
 4. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, Août 1907 — Compte-rendu analytique des séances et résumé des rapports sur l'état du mouvement dans le monde entier*, Paris, La Publication Sociale, M. Delessale, 1908, p. 5.
 5. Le congrès régional de l'Union fédérative du Centre (région parisienne) Voir Madeleine Rebérioux, , in Jacques Droz (dir.), *Histoire générale du socialisme, Tome II*, Paris, PUF, 1974, p. 153, ou Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France, Tome I*, Paris, Maspero, 1975, p. 111.
 6. Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, op. cit., p. 56 et suivantes.
 7. Cité in James Guillaume, *L'internationale — Documents et souvenirs, vol. 1 (1864-1872)*, Genève, Grounauer, 1980, troisième partie, chapitre X, p. 160-161.
 8. Résolutions du Congrès général tenu à La Haye du 2 au 7 septembre 1872, in Jacques Freymond (dir.), *La première internationale*, Genève, Droz, 1962, Tome II, p. 373.
 9. Sur ce sujet consulter Marianne Enckell, *La Fédération Jurassienne*, Saint-Imier, Canevas, 1991.
 10. Elie Murmain, , *L'Œuvre nouvelle*, n° 9-10, déc. 1903-janv. 1904. Cité in Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, op. cit., p. 152.
 11. Cité in Jean Maitron, *ibid.*, p. 114.
 12. Pour une analyse tout en finesse de l'émergence de l'individualisme anarchiste au congrès de Londres en 1881, se référer à la thèse de Gætano Manfredonia, *L'individualisme anarchiste en France (1880-1914)*, Paris, Institut d'études politiques, 1984, pp. 39-49.
 13. Max Baginski (1864-1943) est né en Prusse-Orientale. Son père, cordonnier de métier, était social-démocrate. Lui-même fait un apprentissage de cordonnier et adhère aux idées socialistes. Membre des , il est en 1890 le rédacteur en chef du principal journal social-démocrate de Silésie. Condamné à deux ans demi de prison pour des délits de presse, il s'exile dès sa sortie de prison en 1893. A New-York, il rejoint le cercle du célèbre anarchiste allemand Johann Most et devient l'un des collaborateurs de *Freiheit*, le journal de Most. Baginski y écrit avant tout des articles satiriques. En 1894, il est nommé rédacteur de la *Chicagoer Arbeiter-Zeitung*, un quotidien socialiste qui devient anarchiste sous son influence. Dès lors, il gagnera sa vie comme publiciste. D'après *Itinéraire* n° 8, 1990, pp. 28-29.
 14. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 26.
 15. *Ibid.*, p. 69.
 16. Emma Goldman (1869-1940) est née à Kovno en Lituanie. En 1882 sa famille s'installe à Saint-Pétersbourg où Emma découvre la vie d'usine dans une entreprise textile. En 1885, elle émigre aux Etats-Unis où elle travaille également en fabrique. Elle apprend le métier de couturière. En 1889, après un mariage raté, elle s'installe à New York. Elle y rencontre Johann Most ainsi qu'Alexandre Berkman, un jeune russe qui devient son compagnon. Après quelque mois de fréquentation des cercles anarchistes, Most l'envoie faire une tournée de conférences. Dès lors elle se consacrera à cette forme de propagande qui la rendra célèbre. En 1892, suite à un massacre d'ouvriers grévistes, Alexandre Berkman attende à la vie du directeur de la firme concernée. Celui-ci survit, mais Berkman va passer quatorze ans en prison. Emma Goldman connaît elle aussi la prison, en 1893, pour avoir incité des chômeurs à la révolte dans un meeting. En 1895, elle fait un séjour à Vienne et apprend le métier d'infirmière sage-femme, métier qu'elle pratique dès lors aux Etats-Unis tout en continuant son activité militante. Féministe convaincue, elle est l'une des pionnière du combat pour le contrôle des naissances. Le n° 8 de la revue *Itinéraire* lui est consacré. Voir également Emma Goldman, *Epopée d'une anarchiste*, Paris, Hachette, 1979.
 17. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 97.
 18. Daniel Guérin, *L'anarchisme — De la doctrine à l'action*, Paris, Gallimard, 1965, p. 86.
 19. Ronald Creagh, *Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis d'Amérique — Les origines : 1826-1886*, Grenoble, La pensée sauvage, 1981, p. 215.

20. Voir Jean Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, (Article Tortelier), Tome XV, op. cit., 1977, p. 241.
21. Cité in Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, op. cit., p. 260.
22. Sur ce point consulter la thèse de Gætano Manfredonia, *L'individualisme anarchiste en France*, op. cit.
23. Pour les auteurs de la première circulaire de convocation, mentionnée en page 8 de *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., la réunion de 1907 serait le quatrième congrès international libertaire et communiste après Zürich (1893), Londres (1896) et le congrès ouvrier révolutionnaire international de Paris (1900) qui fut interdit et sur lequel nous reviendrons.
24. Présent aux congrès de Bruxelles (1891), Zürich (1893) et Londres (1896), auteur d'une contribution pour le congrès interdit de Paris (1900), Cornélissen (1864-1942) est vraisemblablement le principal organisateur du congrès d'Amsterdam de 1907. C'est en tout cas ce qu'affirme Jean-Yves Bériou in F. Domela Nieuwenhuis, *Le socialisme en danger*, Paris, Payot, 1975, p. 257.
25. Christ. Cornélissen, *Les diverses tendances du Parti ouvrier international – A propos de l'ordre du jour du congrès international ouvrier socialiste de Zürich*, Bruxelles, 1893. Fac-similé in *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Zürich du 6 au 12 août 1893*, Genève, Minkoff Repint, 1977, pp. 513-534.
26. *Het Kommunistisch Manifest van Karl Marx en Friedrich Engels. Naar de vierde geautoriseerde Duitse uitgave bewerkt door C. Cornelissen*, 's Gravenhage, 1892. Selon Bert Andréas, *Le Manifeste Communiste de Marx et Engels — Histoire et Bibliographie 1848-1918*, Milan, Feltrinelli, 1963. Bert Andréas nous signale d'autre part, qu'en 1891 Cornélissen « avait déjà publié, sous le pseudonyme de Clemens, une défense des théoriques de Marx ».
27. Christ. Cornélissen, *Les diverses tendances du Parti ouvrier international...*, op. cit., p. 5. Notons ici l'acceptation, par les socialistes hollandais, de la participation électorale et parlementaire. Elle s'inscrit dans l'évolution présente du socialisme hollandais. De 1888 à 1891, son principal dirigeant F. Domela Nieuwenhuis (1846-1919) fut député au parlement. Son évolution vers l'anarchisme est contemporaine au congrès de Zürich. La rupture définitive entre socialistes parlementaires et antiparlementaires hollandais se produit l'année suivante (1894) avec la constitution d'un parti social-démocrate concurrent sur le modèle allemand. A ce propos consulter Rudolf de Jong, « Le mouvement libertaire aux Pays-Bas » in *Le Mouvement social*, n°83, avril-août 1973, pp. 167-180.
28. Christ. Cornélissen, *Les diverses tendances du Parti ouvrier international...*, op. cit., p. 9.
29. Ibid., p. 21.
30. Ibid.
31. *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Zürich du 6 au 12 août 1893*, op. cit., p. 8.
32. Ibid.
33. *Journal de Genève* 13 août 1893, repris in *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Zürich...*, ibid., p. 585.
34. *Journal de Genève* 12 août 1893, ibid., p. 581.
35. Ibid.
36. «Il suffit de lire attentivement l'ordre du jour du Congrès de Zürich, pour acquérir la conviction qu'il existe, dans le mouvement ouvrier socialiste international, deux tendances luttant pour la préséance (...). D'un côté apparaît le courant purement parlementaire, tendant à conquérir le pouvoir politique et plus spécialement la majorité dans les parlements (...); de l'autre, il y a le courant antiparlementaire, en partie exclusivement syndical, lequel, en premier lieu, tend à l'organisation des travailleurs et qui, pour ne pas avoir abandonné complètement toute action parlementaire, n'y participe cependant qu'avec méfiance...». *Les diverses tendances du Parti ouvrier international...* op. cit., p. 3.
37. Jean Allemane (1843-1935) était le leader du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR), l'une des principales organisations socialistes françaises de l'époque. A l'opposé de leurs rivaux marxistes orthodoxes du Parti ouvrier français (POF) de Jules Guesde, les étaient très pragmatiques, ils pensaient que tous les moyens étaient bons pour faire avancer la cause ouvrière. Ils étaient aussi favorables à l'agitation électorale qu'à la grève générale, la première devant d'ailleurs préparer la seconde. Pour eux, l'ébauche de la société future pouvait aussi bien être tentée par la conquête d'un conseil communal que par la participation au mouvement syndical.
38. Cette citation est tirée d'un extrait des mémoires de Christian Cornélissen figurant en annexe d'un document signé Homme Wedman intitulé : *Pour une biographie de Christian Cornélissen*, s.d., disponible à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (IHS).
39. C'est justement en 1893 que Christian Cornélissen crée le NAS (Secrétariat national du travail) l'équivalent hollandais de la Fédération des Bourses du Travail en France dont Pelloutier va être le secrétaire général de 1895 à sa mort en 1901.

40. La présence de Pelloutier au congrès de Zürich ainsi que ses liens avec Cornélissen ne sont curieusement pas signalés dans la biographie établie par Jacques Julliard : *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil, 1971. Voir à ce sujet : Homme Wedman, in *Die Rezeption der Marxschen Theorie in den Niederlanden – Schriften aus dem Karl-Marx-Haus*, n° 45, Trier, 1992, p. 94.
41. Selon Augustin Hamon, in *La Révolution Proletarienne*, n°53, 1er mars 1928.
42. La Société Nouvelle de Bruxelles, 1896. Cité in Homme Wedman, *Pour une biographie de Christian Cornélissen*, op. cit.
43. A. Hamon, *Le socialisme & le congrès de Londres*, Paris, P.-V. Stock, 1897, p. 83.
44. *Ibid.*, p. 84.
45. Fondé en 1893, le Parti indépendant du travail (Independent Labour Party, ILP) est alors le principal parti de gauche de Grande-Bretagne. Bien que constitué dix ans après la Fédération sociale-démocratique (Social Democratic Federation, SDF) d'obédience marxiste, l'ILP s'avère, dès le départ, plus efficace que la SDF et constitue en quelque sorte le précurseur du parti travailliste. L'orientation de l'ILP est socialiste, collectiviste, libertaire et fédéraliste, mais pas révolutionnaire. Après un cuisant échec aux élections de 1895, ce parti, qui s'appuie sur le nouveau syndicalisme d'action directe incarné par ses dirigeants comme Keir Hardie ou Tom Mann, part à la conquête des Trade-Unions pour rallier à lui la base ouvrière nécessaire à sa stratégie électorale.
46. Cité in A. Hamon, *Le socialisme & le congrès de Londres*, op. cit., p. 219-222.
47. *Congrès international socialiste des travailleurs et des chambres syndicales ouvrières, Londres, 26 juillet — 2 août 1896*, Genève, Minkoff Repint, 1980, p. 6 et p. 459.
48. En premier lieu, les syndicalistes révolutionnaires français et tous les groupes syndicaux qui, dans différents pays, s'inspireront de leur doctrine. Bien sûr aussi les organisations ouvrières d'inspiration anarchiste, en particulier en Espagne et en Amérique latine. Mais également, dans une certaine mesure, les Trade-Unions britanniques et tout le mouvement syndical américain, qu'il s'agisse des Chevaliers du travail, de l'American Federation of Labor ou des Industrial Workers of the World...
49. Pour toute cette partie nous nous référons à l'ouvrage d'Augustin Hamon, *Le socialisme & le congrès de Londres*, op. cit., p. 171 et suivantes.
50. Keir Hardie (1856-1915) est sans doute l'un des socialistes les plus connus de l'époque en Grande-Bretagne. Mineur dès l'âge de dix ans, puis journaliste et leader syndicaliste dans le Lanarkshire en Ecosse, il devient, dès 1886 et pendant sept ans secrétaire de la Fédération des mineurs écossais. Son socialisme, chrétien à l'origine, ne s'appuie sur aucune théorie précise. Il prêche une révolution non-violente et est tout à fait imperméable au marxisme. Elu député d'une circonscription ouvrière de l'East End de Londres en 1892, il perd son siège en 1895, mais le récupère en 1900 et le conserve jusqu'à sa mort.
51. Mineur à dix ans, puis métallurgiste, Tom Mann (1856-1941) s'est fait connaître par le rôle important qu'il a joué dans la grande grève des dockers de Londres en 1889 et ensuite comme partisan infatigable de la défense et de l'organisation des travailleurs non qualifiés. D'abord militant de la Fédération sociale démocratique (SDF), Tom Mann est l'une des personnalités marquantes de l'ILP à sa fondation. Secrétaire du parti de 1894 à 1897, il s'en sépare pour présider la Fédération internationale des dockers. Emigré en Nouvelle-Zélande, puis en Australie, entre 1901 et 1910, il adhère aux principes du syndicalisme révolutionnaire. Dès son retour, en 1910, il devient l'un des leaders les plus influents du monde ouvrier britannique, dans lequel il s'efforce de populariser les principes de la CGT française. En 1920, il sera l'un des fondateurs du parti communiste britannique.
52. Emile Pouget considère que le paysan est d'instinct presque anarchiste; pour lui, le gouvernement c'est le gendarme et le percepteur. Il est donc facile de lui montrer l'inutilité de l'Etat. Sur le plan économique. Quant à l'exploitation collective de la terre, il y viendra peu à peu par expérimentation. L'anarchiste allemand Gustave Landauer est, quant à lui, encore plus opposé à la conception marxiste du collectivisme agraire. Pour Landauer « les grandes fermes sont une forme de socialisme d'Etat ». Il souhaite voir les petits propriétaires former des coopératives avec leurs ouvriers pour « empêcher l'accroissement de la grande propriété et créer des organismes qui pourraient être le noyau d'une société socialiste ». *Le socialisme & le congrès de Londres*, op. cit.
53. Entre 1893 et 1894, en pleine période des attentats, trois lois visant les anarchistes et qui restèrent célèbres sous le nom de lois scélérates furent adoptées. Elles prétendaient, entre autre, atteindre ceux qui « font par un moyen quelconque acte de propagande anarchique ». Cité in Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, op. cit., p. 252, note 2.
54. *Les Temps Nouveaux — Supplément littéraire paraissant tous les samedis*, n°s 23 à 32 publiés entre le 29 septembre et le 1er décembre 1900. Ces rapports existent sous la forme d'un Tiré à part numéroté de la page 129 à la page 342.
55. *Ibid.*, p. 129.
56. Cet appel est paru dans *le Père Peinard*, n°128, 16-30 avril 1899.

57. *Les Temps Nouveaux* — *Supplément littéraire... 1900*, op. cit., p. 129.
58. Ibid.
59. Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, op. cit., p. 441. Le congrès de Paris de la deuxième internationale a lieu du 24 au 27 septembre 1900, il débute donc le lendemain du jour où aurait dû s'achever celui des révolutionnaires.
60. *Les Temps Nouveaux* — *Supplément littéraire... 1900*, op. cit., p. 199.
61. Ibid.
62. Ibid., p. 200.
63. Ce fut le cas de Sébastien Faure à Lyon en 1901. Détail signalé in Gætano Manfredonia, *L'individualisme anarchiste en France*, op. cit., p. 206.
64. *Les Temps Nouveaux* — *Supplément littéraire... 1900*, p. 199.
65. *Le mouvement anarchiste en France*, op. cit., p. 442.
66. Constitué au départ par des étudiants socialistes de diverses tendances, le groupe des ESRI devient clairement anarchiste à partir de 1894. Les ESRI ont joué un rôle important dans la maturation et la diffusion des idées syndicalistes révolutionnaires. Une véritable collaboration des étudiants avec des syndicalistes comme Paul Delessale ou Pierre Monatte, qui fut leur dernier secrétaire en 1903, est attestée par une étude de Jean Maitron : « Le groupe des Etudiantes Socialistes Révolutionnaires Internationalistes de Paris (1892-1902) » in *Le Mouvement social* n°46, 1964.
L'activité des ESRI consistait en l'organisation d'assemblées publiques de discussion et en l'élaboration et la publication de brochures sur des thèmes en rapport avec le socialisme, l'anarchisme et le mouvement ouvrier. Les ESRI rédigèrent plusieurs rapports pour le congrès de 1900.
67. Selon Jean Maitron, *Le Mouvement social* n°46, ibid., p. 21.
68. *Les Temps Nouveaux* — *Supplément littéraire... 1900*, op. cit., p. 177.
69. Ibid., p. 178.
70. Cornélissen s'est installé à Paris au printemps 1898. Son départ de Hollande est à mettre en rapport avec l'évolution du socialisme hollandais et surtout avec les différents qui l'opposent à F. Domela Nieuwenhuis. Depuis 1893, il existe en Hollande un nouveau parti socialiste parlementaire le SDAP de Troelstra. Le Socialistenbond (Fédération socialiste) à la tête duquel se trouve Domela Nieuwenhuis se décompose. Domela qui évolue vers l'anarchisme, se méfie de plus en plus des organisations permanentes et quitte le Socialistenbond à Noël 1897. Cornélissen, suite à une affaire amoureuse avec la fille de Domela, a des rapports très tendus avec ce dernier. Il refuse de le remplacer à la tête du Socialistenbond, tout comme il refuse, pour des questions de principes, un poste permanent au NAS, la centrale syndicale qu'il avait contribué à créer. Agé de trente-quatre ans au moment de son installation à Paris, Cornélissen qui avait été instituteur, commence un apprentissage de peintre décorateur avant de s'établir comme journaliste. Il conserve des liens avec son pays en collaborant au quotidien *Volksblad* de tendance syndicaliste et à des périodiques anarchistes. Par ailleurs, il est au cœur de tentatives visant à fédérer, en Hollande, les socialistes antiparlementaires et les communistes anarchistes. Cf. Homme Wedman, *Pour une biographie de Christian Cornélissen*, op. cit.
71. *Les Temps Nouveaux* — *Supplément littéraire... 1900*, op. cit., p. 177.
72. Ibid.
73. Ibid., p. 178.
74. Ibid., p. 179.
75. Jean Grave (1859-1939) incarne de façon typique l'idéologie communiste-libertaire entre 1880 et 1914. Il est l'ami d'Elisée Reclus et de Kropotkine, qu'il connaît depuis 1883, date à laquelle il avait accepté de prendre en charge la publication du *Révolté* à Genève. Dès lors et jusqu'à la première guerre mondiale, Jean Grave va effectuer un constant et colossal travail de propagande anarchiste. Pendant trente et un ans, il va porter à bout de bras un journal bi-mensuel ou hebdomadaire anarchiste, souvent accompagné d'un supplément littéraire. D'abord le *Révolté*, qui le suit à Paris en 1885 et qui disparaît en 1887 pour faire place à la *Révolte*, qui elle-même disparaît en 1894, au moment des attentats, et qui sera suivie, dès 1895, par les *Temps nouveaux*. Auteur lui-même de plusieurs livres et brochures de propagande, Grave a publié au total 12 millions d'exemplaires de périodiques, 88 brochures avec un tirage global de 2'236'000 exemplaires, 240'000 tracts et des livres pour un total de 12'000 volumes environ. Chiffres donnés par Jean Maitron in « Jean Grave 1854-1939 » *Revue d'Histoire économique et sociale*, n°1, 1950, pp. 105-115.
Sans être un très fervent partisan du syndicalisme, comme nous allons le voir, Grave ouvre les *Temps Nouveaux* aux syndicalistes qui y tiennent une rubrique à partir de 1895. D'abord Fernand Pelloutier y écrit quelques articles, ensuite Paul Delessale inaugure la rubrique « Mouvement ouvrier » tenue après lui par des militants comme Amédée Dunois ou Pierre Monatte. Grave était, par contre, un fervent adversaire de l'individualisme. Voici ce qu'il en disait : « Affirmer que

- l'individu n'a qu'à rechercher son propre bien-être, à ne s'occuper de son propre développement — tant pis pour ceux qui, sur sa route, lui sont une entrave — c'était introduire, sous le couvert de l'anarchie, la théorie la plus féroce et la plus bourgeoise ». Jean Grave, *Quarante ans de propagande anarchiste*, Paris, Flammarion, 1973, p. 25.
76. *Les Temps Nouveaux — Supplément littéraire... 1900*, op. cit., pp. 181-183.
 77. Ibid., p. 184.
 78. Ibid.
 79. Ibid., p. 246.
 80. Si une telle situation se présentait cela signifierait, selon les sociaux-démocrates, que depuis longtemps, les travailleurs auraient pu prendre le pouvoir par les urnes.
 81. *Les Temps Nouveaux — Supplément littéraire... 1900*, op. cit., p. 186.
 82. Ibid., p. 187.
 83. Ibid., p. 185.
 84. Jacques Julliard, in *Le Mouvement social*, n°65, 1968, p. 57. Article repris in *Autonomie ouvrière — Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil, 1988, pp. 43-68.
 85. Pour une biographie détaillée se référer au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XII, op. cit., pp. 331-333.
 86. Souligné par l'auteur, Jacques Julliard, *Le Mouvement social*, n°65, 1968, art. cit., p. 58.
 87. D'après le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XIV, op. cit., 1976, pp. 70-73.
 88. In *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XIV, op. cit., p. 300. Pouget est aussi l'auteur de plusieurs brochures syndicalistes parmi lesquelles : *Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire* (1903) *Boycottage et sabotage, L'Action directe* (1910), *Le Parti du Travail...* ainsi que d'un livre écrit avec Emile Pataud : *Comment nous ferons la Révolution* (1909).
 89. *Le Père Peinard* n°45, 12 janvier 1890, p. 17. Cité in Christian de Goustine, *Pouget — Les matins noirs du syndicalisme*, Paris, Tête de Feuilles, 1972, p. 85.
 90. D'après le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XV, op. cit., pp. 345-346
 91. Informations tirées du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XI, 1973, pp. 347-349.
 92. Selon Georges Lefranc, *Le mouvement syndical sous la troisième république*, Paris, Payot, 1967, p. 127.
 93. On accuse Monatte, emprisonné après les événements de Courrière, d'avoir reçu une très grosse somme d'argent du comte Durand de Beauregard pour fomenter des troubles dans le Pas-de-Calais.
 94. Georges Lefranc, *Le mouvement syndical...*, op. cit., p. 137.
 95. Pour des analyses et réflexions détaillées sur la Charte et le congrès d'Amiens se référer à Georges Lefranc, *ibid.*, pp. 138-146. Voir également Decoopman, Nicole et al., *L'actualité de la Charte d'Amiens*, Paris, PUF, 1987.
 96. Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Tome 1, op. cit., p. 321. Les propos de Paul Delessale proviennent d'une lettre à E. Dolléans du 27 mai 1938
 97. D'après Patrick de Laubier, *1905 : mythe et réalité de la grève générale*, Tournai, Editions Universitaires, 1989.
 98. Alors que Rosa Luxembourg et Trotski reconnaissent, dans ce cadre, un rôle positif à la spontanéité des masses, celle-ci est vigoureusement rejetée par Lénine qui attribue un rôle majeur aux révolutionnaires professionnels. Toutefois, les trois considèrent que la grève générale ne résout pas la question, essentielle à leurs yeux, de la conquête du pouvoir. Elle n'est qu'un moyen, un préalable. Ibid., pp. 31-38.
 99. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 7.
 100. Ibid., p. 23.
 101. Ibid., p. 27.
 102. Le représentant de la Fédération I. I. Samson, reconnaît dans son rapport que le journal appartenant à Domela Nieuwenhuis, le *Vrije Socialist* (le socialiste libre) est « de beaucoup le plus connu de nos journaux », *ibid.*, p. 23.
 103. En janvier 1903, une grève des cheminots, avait abouti à une victoire éclatante. « Le succès de la paralysie de la circulation sembla justifier les idées anarchistes au sujet de la grève générale ». Mais le gouvernement réagit en proposant des lois interdisant la grève dans les chemins de fer et autres services publics. La grève générale, lancée en avril de la même année, échoua et les lois furent adoptées. De nombreux militants perdirent leurs emplois. D'après Rudolf de Jong, *Le Mouvement social* n°83, op. cit., p. 171-172.
 104. Selon les « déclarations et commentaires du G.C. L. de Belgique » publiées in *Bulletin de l'Internationale Libertaire*, Herstal-Liège, n°1, octobre 1906.

105. Ibid.
106. Ibid.
107. Leur existence est mentionnée en une phrase. «En dehors du G.C.L., il existe une colonie libertaire à Stockel-Bois; deux petites feuilles de langue française, mensuelles, et deux bi-mensuels flamands. D'autre part, certains camarades, tout en étant adversaires de l'organisation, ont *organisé* une bibliothèque à Verviers.» Ibid. Il existe une description assez cocasse de la colonie libertaire de Stockel, dont Emile Chapelier, l'un des participants du congrès, était le promoteur. Fondée en 1905, il s'agissait d'une colonie agricole, mais elle ne comptait pas un seul paysan, tous ces membres étaient « d'honnêtes ouvriers ». La production « allait cahin-caha (...) [mais] le travail de la terre se révélait rebutant au point que plusieurs colons se découvrirent une soudaine vocation artistique. Plutôt que de manier la bêche et le râteau, ils entreprirent de décorer au pinceau des assiettes, achetées au rabais (...). Bourgeois et curieux visitaient volontiers la colonie communiste (...). Les visiteurs étaient reçus comme autant d'adeptes possibles. On leur servait des tartines de pain bis, du fromage blanc, des radis, des oignons et, les principes s'opposant à toute activité mercantile, chacun après avoir mangé et parfois empaqueté une assiette décorée de symboles parlants, versait sa contribution dans un tronc préparé à cet effet. (...) nombre de visiteurs considéraient l'expérience comme une plaisanterie ou une attraction foraine (...) [et] limitaient leur contribution à quelques boutons dont ils s'étaient munis au préalable ». L'expérience s'acheva lorsque le propriétaire « apprit quel nid de serpents occupait le domaine dont il était maître, il signifia aux anarchistes l'ordre de déguerpir dans les délais légaux. Ce fut la fin ». Jean de Meur, *L'anarchisme ou la contestation permanente*, Essai, Bruxelles, Pierre de Méyère, 1970, pp. 55-57.
108. C'est-à-dire les signataires de la première circulaire de convocation. Celle-ci, datée de décembre 1906 - janvier 1907, a été imprimée en sept langues : français, anglais, allemand, hollandais, espagnol, italien et espéranto. Selon A. Dunois, *Les Temps nouveaux*, n°42, 16 février 1907.
109. Exception faite des relations entre les Allemands de souche et les immigrés allemands principalement aux Etats-Unis.
110. *Almanach illustré de la Révolution*, Paris, 1907, pp. 39-41.
111. Ibid.
112. *Bulletin de l'Internationale Libertaire*, n°1, op. cit. L'article dont nous tirons cette citation n'est pas signé, comme c'est d'ailleurs le cas de la plupart des contributions publiées dans ce Bulletin. L'éditeur (?) ayant décidé, dès le premier numéro, de « dépersonnaliser les débats, en supprimant les signatures ».
113. Poursuivant la réflexion sur le sujet, une voix individualiste ajoute quelques lignes sur « la création et le libertarisme » qui témoignent bien, selon nous, des sentiments de ce courant à l'égard des partisans de l'Internationale : « rien ne se perd, rien ne se crée, a dit Lavoisier. Ce n'est pas un copain des bulletineurs internationalistes. Rien que dans le premier article du B.I.L. [Bulletin de l'internationale libertaire], adressé je ne sais pourquoi aux anarchistes, article de cinquante ou soixante lignes, on y lit sept ou huit fois les mots créer et création. A présent peut-être que les copains l'ont fait volontairement : ce qu'ils créent est si peu de chose qu'on peut le dire sans se tromper : rien ne se crée. » *L'Anarchie* n°80, Paris, 17 octobre 1906.
114. *Les Temps nouveaux*, n°42, 16 février 1907. Dans cet article Dunois se demande également s'il n'y a pas « grande illusion à croire les congrès capables de créer quelque chose ? Leur rôle est d'échanger des idées, de confronter des opinions, des faits, des hypothèses, des espérances, - et de laisser à chacun le soin de conclure et d'agir ». Une argumentation, on le voit, assez proche de celle de *L'Anarchie* dont pourtant tout le sépare.
115. Ibid.
116. Op. cit, p. 39.
117. Ibid.
118. « L'évolution de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier hollandais » in *Le Mouvement socialiste*, 15 juillet 1905, pp. 392-400.
119. A propos de l'évolution de certains anarchistes hollandais, Cornélissen fait référence à la philosophie de Stirner prônée dans certains cercles « comme un nouvel évangile même par ceux (ou surtout par ceux) qui ne pouvaient pas lire Stirner, son *Unique* n'étant pas traduit en hollandais ». Ibid., p. 397.
120. La Gioventu Libertaria, *Bulletin de l'internationale libertaire*, n° 3, février 1907.
121. Rudolf Grossmann dit Pierre Ramus (1878-1942) est l'un des principaux propagandistes et écrivains libertaires autrichiens. Journaliste, il collabore, dès 1900, au journal *Freiheit* que l'anarchiste allemand Johann Most publie à New York. En 1907, il s'établit à Vienne où il fonde un organe anarchiste *Wohlstand für Alle*. Il éditera de nombreuses autres publications (revues, brochures...). En 1907, à côté du congrès anarchiste, il participe au congrès international antimilitariste d'Amsterdam où il présente un long rapport. Son idéologie était celle de la non-violence. Il approuvait la grève

- générale, l'expropriation, l'action directe, la révolution, mais réprouvait la méthode militariste de l'armement de cette révolution. Il combattait aussi toute violence armée individuelle. Voir le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international (Autriche)*, Paris, Editions ouvrières, 1971, pp. 243-244.
122. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 17.
123. Né en 1875, de Marmande était vicomte. Journaliste anarchiste, il collaborait aux *Temps Nouveaux* et à *La Guerre sociale* de Gustave Hervé. Selon le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XIV, op. cit., p. 13.
124. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 17.
125. *Les Temps Nouveaux — Supplément littéraire*, 1900, op. cit., p. 224.
126. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 24.
127. *Ibid.*, p. 25.
128. *Ibid.*, p. 22.
129. *Ibid.* Voici quelques chiffres qui donnent une idée de l'importance de ce mouvement. Selon Voryzek l'anarchisme tchèque disposait en Boême de huit feuilles périodiques. L'une d'elles Churdas tirait à 12'000 exemplaires et 50'000 exemplaires d'une brochure avaient récemment été diffusés.
130. *Ibid.*, p. 27.
131. *Ibid.*, p. 30.
132. Fort de son expérience londonienne, Rocker a consacré sa vie au développement du mouvement ouvrier libertaire international. Il a laissé une œuvre relativement importante, principalement publiée en anglais et en espagnol. *Nationalism and Culture* (1937) est sans doute son ouvrage le plus important. Se référer au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international (Allemagne)*, Paris, Editions ouvrières, 1990, pp. 402-403 ainsi qu'au numéro que la revue *Itinéraire* (n°4, décembre 1988) lui a consacré.
133. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 31.
134. *Ibid.*, Rudolf Rocker donne aussi des chiffres concernant les publications anarchistes en Yiddish. *L'Arbeiter Freund* tire à 2'500 exemplaires, 40'000 brochures ont été mises en circulation en quatre ans. La Fédération dispose aussi de la revue *Germinal* qui tire à 2000 exemplaires.
135. *Ibid.*, p. 33.
136. *Ibid.*, p. 32
137. *Ibid.*, p. 33
138. *Ibid.*, p. 34
139. *Ibid.*
140. Emile Armand qui s'était engagé à présenter son point de vue individualiste à Amsterdam avait de bonne raison d'être absent. Il venait d'être arrêté pour une affaire de fausse monnaie. Selon Manfredonia, *L'individualisme anarchiste en France*, op. cit., p. 346.
141. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 19.
142. *Ibid.*
143. *Ibid.*, p. 19-20.
144. *Ibid.*, p. 98.
145. Suite à un amendement commun de Vaillant et de Jaurès, le congrès de la deuxième Internationale avait admis que la classe ouvrière et ses représentants dans les parlements se devaient d'empêcher la guerre par tous les moyens. Auparavant, les résolutions des congrès sociaux-démocrates affirmaient qu'une grève générale en cas de guerre livrerait l'Europe au pays le moins civilisé (la Russie) et donc retarderait l'avènement du socialisme.
146. Georges Haupt, in *Congrès socialiste international — Stuttgart 6-24 août 1907*, Tome 17, Genève, Minkoff Repint, 1985, p.10.
147. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 99.
148. Alors que Kropotkine, Jean Grave, James Guillaume, Cornélissen et d'autres se rallieront à l'Union sacrée. Malatesta, Domela Nieuwenhuis, Emma Goldman, Rocker et d'autres maintiendront leur opposition de principe à la guerre.
149. Finalement John Turner (1864-1940), anarchiste et trade-unioniste anglais, ne participa pas au congrès.
150. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 35.
151. *Ibid.*
152. *Ibid.*, p. 37.
153. *Ibid.*, p. 36.
154. *Ibid.*, p. 40
155. *Ibid.*, p. 43.
156. *Ibid.*
157. *Ibid.*, p. 43-44.

158. Ibid., p. 48.
159. Ibid., p. 50.
160. *Les Temps Nouveaux*, 28 septembre 1907, p. 2.
161. Dans la préface de l'édition espagnole de la biographie que Luigi Fabbri a consacrée à Malatesta, sa fille, Luce Fabbri a écrit ceci : « Quand Luigi Fabbri intervint dans le congrès international anarchiste d'Amsterdam, Malatesta lui mit le bras sur l'épaule et le présenta aux compagnons de ces deux mots 'mon fils'. Cette paternité d'esprit n'était pas faite que de tendresse, il s'agissait aussi d'une intime compénétration intellectuelle ». In Luis Fabbri, *Malatesta*, Buenos Aires, Editorial Americalee, 1945, p. 7.
162. Luigi Fabbri, *L'organisation anarchiste*, Paris, Volonté anarchiste, 1979, p. 20.
163. Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Tome 1, op. cit., p. 324.
164. Jean Maitron, ibid., considère Malatesta comme le doyen du congrès. Il avait alors cinquante-trois ans, soit sept ans de moins que Domela Nieuwenhuis qui, il est vrai, ne fit qu'une brève apparition au congrès.
165. Pour gagner sa vie, Malatesta apprendra le métier de mécanicien, puis celui d'électricien.
166. D'après Max Nettlau, *Errico Malatesta. El hombre, el revolucionario, el anarquista*, s. l., Ed. Tierra y Libertad, 1945, p. 18.
167. Malatesta poursuit son exposé en mettant en pièce le déterminisme mécanique de Kropotkine. *Pensiero e Volontà*, 1er juillet 1925, traduit in Errico Malatesta, *Ecrits choisis 1*, Annecy, Groupe 1er Mai, 1978, p. 46-47.
168. Max Nettlau, *Errico Malatesta*, op. cit., p. 13.
169. Ibid., p. 33.
170. Ce texte fut tout d'abord publié en 1899, dans différents numéros de la *Question sociale* de Paterson, puis édité, en 1903, sous forme de brochure à New London (Connecticut). Quand en 1920, le congrès de l'Union anarchiste italienne demanda à Malatesta de rédiger un programme. Il proposa ce texte, qui fut alors réédité avec quelques modifications. Nous nous sommes basés sur la traduction publiée in Errico Malatesta, *Articles politique*, Paris, 10/18, 1979, pp. 63-88, réalisée à partir du texte de 1903.
171. Ibid., p. 64.
172. Ibid., p. 66.
173. Ibid.
174. Ibid., p. 65.
175. Ibid.
176. Ibid., p. 82.
177. Ibid., p. 71-72.
178. Ibid., p. 85.
179. Ibid., p. 86.
180. Errico Malatesta, « L'Anarchie », *La Brochure mensuelle* n°79-80, Paris, 1929 (réédition « in extenso » de la brochure parue en 1907, à Paris).
181. *Articles politique*, op. cit., p. 75.
182. Malatesta pensait que ceux-ci « servent peut-être, comme le font souvent les extravagants, à ouvrir de nouveaux chemins à la pensée et à l'action de l'avenir... », *Les Temps nouveaux*, 28 septembre 1907.
183. Ibid.
184. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 62.
185. A l'époque, les bourses de province se faisaient volontiers représenter dans les instances nationales par des membres bénévoles des syndicats parisiens.
186. Voir ci-dessus les événements qui précèdent la grève générale du 1er mai 1906.
187. C'est nous qui soulignons. Voir Pierre Monatte, « Il y a cinquante ans – La fondation de la "Vie Ouvrière" » in *La Révolution prolétarienne*, nouvelle série, n° 142, octobre 1959.
Au moment du congrès Georges Yvetot était en prison.
188. Par la suite, Monatte va jouer un rôle significatif dans le mouvement ouvrier français. Voici quelques éléments de son itinéraire ultérieur. En 1908, il travaille à l'imprimerie confédérale de la CGT. Après l'échec de *La Révolution*, le quotidien syndicaliste d'Emile Pouget, Monatte crée sa propre revue *La Vie ouvrière*, avec l'aide financière de James Guillaume entre autres. En 1914, il s'oppose à l'Union sacrée. Partisan des minoritaires de la CGT contre Jouhaux en 1922, il est amené à soutenir, contre l'avis des anarchistes, l'adhésion de la CGTU à l'Internationale syndicale rouge. En 1923, il devient journaliste à *L'Humanité*, puis membre du parti communiste, mais il en est exclu en 1924. Il fonde alors une nouvelle revue *La Révolution prolétarienne*. A la fin de sa vie, Monatte ne reniait pas la conception du syndicalisme qu'il avait exprimée à Amsterdam en 1907. On retrouve son « Discours au congrès anarchiste d'Amsterdam » dans *La Révolution prolétarienne* n° 347 en

- janvier 1951. Informations provenant principalement du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XIV, op. cit., p. 117-123.
189. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 67.
190. *Ibid.*, p. 62.
191. *Ibid.*
192. *Ibid.*, p. 67.
193. *Ibid.*, pp. 69-70.
194. *Ibid.*, p. 70.
195. *Ibid.*, p. 69
196. *Ibid.*, p. 70-71.
197. D'après le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XI, op. cit., pp. 73-74.
198. Cité par Jacques Julliard, *Le Mouvement social* n°47, avril-juin 1964, p. 15.
199. *Ibid.*, p. 21.
200. *Ibid.*, p. 20.
201. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 87. Durant son séjour à Amsterdam, Broutchoux avait confié la rédaction de l'*Action syndicale* à des éléments anarchistes individualistes. Le 18 août 1907, on peut y lire, dans un éditorial intitulé « La lâcheté ouvrière » et signé « Lord Hulot » (Lorulot) les propos suivants : « La classe ouvrière, matée à coups de fusils par les despotes qu'elle accepte, n'a que ce qu'elle mérite. (...) Par son silence, son inconscience, sa peur, sa lâcheté, elle s'est rendue complice des dirigeants et des capitalistes ». . Cité par Jacques Julliard, *Le Mouvement social* n°47, op. cit., p. 27. Ce texte, qui contredit les allégations de Monatte et de Broutchoux au congrès, est révélateur de l'hétérogénéité de l'anarchisme français de l'époque. Il ne manqua pas de semer la discorde parmi les militants du « jeune syndicat ». Le 10 novembre suivant, l'équipe de Dumoulin dénonçait dans l'*Action syndicale* « les misérables tentatives des politiciens et des anarchistes sans scrupules » à l'encontre du syndicat. Cité par Jacques Julliard, *ibid.*
202. Jacques Julliard, *ibid.*, p. 30.
203. *Ibid.* Pour ne pas devoir rejoindre le syndicat de Basly, ni quitter la CGT, les mineurs du « jeune syndicat » se réfugièrent dans le syndicat des ardoisiers... Sur le sujet, voir également Joël Michel, « Syndicalisme minier et politique dans le Nord-Pas-de-Calais : le cas Basly (1880-1914) » in *Le Mouvement social* n°87, avril-juin 1974, pp. 9-33.
204. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 78.
205. *Ibid.*, p. 79.
206. *Ibid.*
207. *Ibid.*, p. 85. En 1922, Malatesta précise ainsi sa pensée : « le mouvement ouvrier est un moyen à utiliser aujourd'hui pour élever et éduquer les masses, et à utiliser demain pour la secousse révolutionnaire inévitable. Mais c'est un moyen qui a ses inconvénients et ses dangers. Et nous anarchistes, nous devons mettre tout en œuvre pour neutraliser les inconvénients en question (...) et utiliser du mieux possible le mouvement pour nos propres fins ». *Umanità Nova*, 6 avril 1922, in Malatesta, *Ecrits choisis III*, Annecy, Groupe 1er Mai, 1982, p. 11.
208. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 81.
209. *Ibid.*, p. 80.
210. Hubert Lagardelle et al., *Syndicalisme & socialisme*, Paris, Rivière, 1908, p. 17.
211. *Ibid.*, pp. 4-6.
212. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 81.
213. *Ibid.*
214. *Ibid.*
215. *Ibid.*, p. 82.
216. Malatesta, « Le congrès d'Amsterdam », in *Les Temps nouveaux*, 5 octobre 1907.
217. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 82
218. *Ibid.*, p. 80.
219. *Ibid.*
220. *Ibid.*, p. 82.
221. Malatesta, *Les Temps nouveaux*, 5 octobre 1907.
222. *Pensiero e Volontà*, 16 avril 1925, in Malatesta, *Ecrits choisis III*, op. cit., p. 14.
223. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 89.
224. *Ibid.*, p. 83.
225. *Ibid.*
226. *Ibid.*
227. Voir Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil, 1971, p. 88.

228. Voici comment Victor Griffuelhes abordait le thème « grève générale et violence » en 1908 : « La grève générale, dans son expression dernière, n'est pas pour les ouvriers le simple arrêt des bras; elle est la prise de possession des richesses sociales mises en valeur par les corporations, en l'espèce les syndicats, au profit de tous. Cette grève générale, ou révolution, sera violente ou pacifique, selon les résistances à vaincre. » In Griffuelhes, *L'action syndicaliste*, Paris, Bibliothèque socialiste, 1908.
229. Selon l'euphémisme de Dunois, in *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 39.
230. Malatesta, *ibid.*, p. 50.
231. Selon Massimo Varengo, in *Itinéraire* n° 5-6, juin 1989, p. 70.
232. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 44.
233. *Ibid.*, pp. 76-77.
234. *Ibid.*, p. 77.
235. Le fait que Malatesta considère que, dans la lutte contre le capitalisme, une grève perdue est aussi utile qu'une grève gagnée témoigne de sa méconnaissance pratique de la lutte syndicale. Les syndicalistes hollandais du NAS, qui avaient vu leur organisation pratiquement disparaître après la grève de 1903, auraient pu lui en apprendre un bout sur la question.
236. Errico Malatesta, *Articles politique*, op. cit., p. 77.
237. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 77.
238. *Umanità Nova*, 13 avril 1922, in Malatesta, *Ecrits choisis III*, op. cit., p. 5.
239. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 96.
240. *Ibid.*, p. 92-93.
241. *Ibid.*, p. 92.
242. *Ibid.*, p. 94.
243. *Ibid.*, p. 92.
244. *La Voix du Peuple* de Lausanne, n°40, 5 octobre 1907. Repris in *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., pp. 113-116.
245. *Ibid.*, p. 113.
246. *Ibid.*, p. 114.
247. *Ibid.*, p. 116.
248. Né à Rostov-sur-le-Don en 1882, Alexandre Schapiro était fils d'un révolutionnaire. Enfant, on l'avait envoyé en Turquie faire ses études au lycée français. Il avait eu ainsi la chance de pratiquer quatre langues (le russe, le yiddish, le français et le turc; il devait plus tard connaître aussi bien l'anglais et l'allemand); à l'âge de onze ans, il lit les œuvres de Kropotkine, d'Elisée Reclus et de Jean Grave. A seize ans, il entre à la Sorbonne pour y étudier la biologie car il envisage de faire des études de médecine, mais il est bientôt obligé d'abandonner, faute d'argent. En 1900, Schapiro rejoint son père à Londres et va travailler pendant de nombreuses années en étroite collaboration avec Kropotkine, Tcherkezov et Rocker au sein de la Fédération anarchiste de Jubilee Street. D'après Paul Avrich, *Les anarchistes russes*, Paris, Maspero, 1979, p. 160.
249. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 91.
250. D'après Antonio Lopez, *La FORA en el movimiento obrero*, Buenos Aires, 1987.
251. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam...*, op. cit., p. 114.
252. Parler d'anarcho-syndicalisme en 1907 est un anachronisme en français. Comme l'a démontré Daniel Colson. Voir Daniel Colson, *Anarcho-syndicalisme et communisme — Saint-Etienne 1920-1925*, Université de Saint-Etienne, 1986, p. 20. Toutefois l'existence du concept est attestée, dès 1905, pour la Russie, cf. Paul Avrich, *Les anarchistes russes*, op. cit., pp. 92-93 et dès 1904 pour la l'Angleterre, cf. *Itinéraire* n°4, p. 15.
253. Cité in *Bulletin international du mouvement syndicaliste*, n°7, 20 octobre 1907.
254. *Ibid.*
255. Cf. Rudolf de Jong, *Le Mouvement social*, n°83, op. cit., pp. 172-172.
256. Selon le descriptif de René Bianco in *Un siècle de presse anarchiste d'expression française*, Thèse pour le doctorat d'Etat, Aix-Marseille, 1987.
257. *Bulletin de l'Internationale anarchiste*, n°11, octobre 1909.